

Rencontres euro-méditerranéennes de l'économie des travailleur-ses  
Vio.Me, Thessalonique, du 28 au 30 octobre 2016

## Contribution de l'Union syndicale Solidaires

---

L'autogestion n'est pas un thème neuf pour le syndicalisme français. On en trouve trace dès l'origine puisqu'au sein de l'Association Internationale des Travailleurs, et notamment de sa section française, le « travail coopératif » est un sujet abordé dès 1866. Si le terme d'autogestion n'était pas utilisé, le concept était, de fait, présent à travers les pratiques, les débats et les orientations du syndicalisme révolutionnaire du début du siècle passé. La « charte d'Amiens », adoptée lors du congrès de la Confédération Général du Travail en 1906, n'est certes pas un texte sacré mais elle est emblématique de ce type de syndicalisme, dont l'Union syndicale Solidaires se réclame d'ailleurs aujourd'hui. Dans le cadre de la fameuse « double besogne » du syndicalisme, outre « l'œuvre revendicative quotidienne », celui-ci a aussi une autre tâche : « il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ». Bien sur, il convient aujourd'hui d'intégrer des éléments, à commencer par nombre d'expériences historiques, qui n'étaient pas connus, à l'époque, par les rédacteurs de cette Charte. Mais il n'en reste pas moins que « l'expropriation capitaliste » et le syndicat devenant « groupement de production et de répartition », renvoient très directement vers l'autogestion.

Pour autant, cette question ne sera guère débattue durant des dizaines d'années au sein du mouvement syndical français. Le poids du Parti Communiste au sein de la CGT durant la majeure partie du 20<sup>ème</sup> siècle, et le rapport de ce courant politique au concept et à la pratique de l'autogestion, n'y sont pas pour rien.

Cependant, il faut mentionner quelques tentatives d'autogestion ouvrière, très isolées, lors des grèves de 1936, les réflexions de la minoritaire CGT-SR durant les années 1930 ou encore quelques expériences autogestionnaires dans l'immédiat après-guerre, en 1944/1945. Plus récemment, l'autogestion pris une place importante dans le mouvement syndical par la combinaison - on pourrait parler de rapport dialectique - de deux facteurs importants : les réflexions et le travail menés à ce propos par la CFDT d'une part, le mouvement de mai 1968 d'autre part ; la lutte menée chez LIP à Besançon dans les années 1970 apparaît un peu comme le point d'orgue de cette période.

S'en suit, indiscutablement, une période de creux quant aux préoccupations syndicales vis-à-vis de l'autogestion ; étant entendu, que nous ne traitons pas ici de « l'autogestion des luttes », qui fut particulièrement mise en avant dans la période 1986/1995. L'Union syndicale Solidaires n'est pas en dehors ce temps : si nous nous référons notamment au syndicalisme de la Charte d'Amiens et au socialisme autogestionnaire de la CFDT des années 1970, la quasi-disparition des débats syndicaux sur l'autogestion depuis les années 1980 marque fortement notre réalité. C'est pour cela qu'après notre congrès national de 2011 nous avons décidé de relancer le travail à ce sujet.

1. **Un travail de réflexion et de formation est nécessaire.** C'est le sens du texte écrit durant l'été 2013 pour une revue *Solidaires*<sup>1</sup> et repris ensuite comme base d'un débat, non sanctionné par des votes, lors du congrès de juin 2014. La décision, après ce congrès, de lancer des Cahiers de réflexions (la revue *Les Utopiques* dont 3 numéros ont paru à ce jour<sup>2</sup>) ressort de cette même dynamique : il ne s'agit pas d'une publication consacrée à l'autogestion, mais cette problématique y est très présente.

L'enjeu est que les militant-es et adhérent-es les plus jeunes se réapproprient ces questions avec les enjeux d'aujourd'hui. La connaissance des débats précédents qui ont existé dans le syndicalisme est utile : on ne part pas de rien, mais ce n'est pas suffisant. Personne ne peut prétendre avoir un modèle clé en main d'un processus de transformation sociale, ni des formes achevées d'une organisation sociale autogestionnaire.

Les grandes questions ouvertes il y a des dizaines d'années, autour des idées d'autogestion, de contrôle ouvrier, etc., restent d'actualité pour ceux et celles qui ont toujours comme objectif l'émancipation individuelle et collective et la réappropriation par les travailleurs et les travailleuses de leur destin. Les richesses produites n'ont jamais été aussi grandes : mais cela s'inscrit dans une logique productiviste, consumériste, totalement contradictoire avec les besoins de transition écologique. Il faut repenser la production de richesses en fonction des besoins sociaux, mais en articulant cela avec la nécessaire transition écologique. La question du niveau de décision reste ouverte : comment reprendre la question de la planification, en la liant avec la question démocratique ? Celle-ci ne peut pas reposer sur les seuls salarié-es au sein des entreprises et des services publics : il faut imaginer des espaces où s'élaborent les besoins de la population dans sa diversité et au plus près d'elle. Et il faut construire les outils d'une articulation régionale, nationale et internationale. Le syndicalisme, dont le champ est à la fois professionnel et interprofessionnel, et va du local à l'international, a toute sa place...

Reste la question centrale de la propriété des moyens de production : nationalisation, socialisation, appropriation des moyens de production et d'échanges... Tous ces termes apparaissent aujourd'hui « d'un autre temps » et pourtant au vu de l'impasse dans laquelle nous met et nous mène le capitalisme, il faut sans nul doute les reprendre, les retravailler dans le sens d'une utopie transformatrice même si nous n'avons pas ou plus de schéma global prédéterminé.

Comment faire ce chemin ? Inscrire ces idées dans les combats d'aujourd'hui et notamment autour de l'idée de ne plus laisser la finance, le marché décider de nos vies. Il nous faut appuyer toutes les expérimentations sociales concrètes qui montrent qu'il est possible de fonctionner autrement. Finalement, la question reste bien « dans quelle société voulons-nous vivre » ? Qui décide de la production, de la répartition des richesses, de ce qui est utile, des besoins collectifs à un moment donné (en intégrant la question de la solidarité et de la coopération avec les peuples du monde entier) : une minorité, une oligarchie qui concentre richesse financière et pouvoir politique ou celles et ceux qui produisent les richesses, a population ?

Il nous faut approfondir le travail sur ce sujet essentiel de la transformation sociale. L'autogestion a une place prépondérante car structurante dans la société que nous voulons. Les expériences de gestion directe d'entreprises « récupérées » par les travailleurs et les travailleuses, au sein du système capitaliste sont une chose (qu'il convient de soutenir) ; il ne s'agit pas de l'autogestion qui englobe tout le champ sociétal et pose les questions de propriété des

---

<sup>1</sup> Voir en annexe.

<sup>2</sup> [www.editions-lesutopiques.org](http://www.editions-lesutopiques.org)

moyens de production, de décisions démocratiques quant au processus de production (quoi ? dans quelles conditions ? pour qui ? quelles quantités ? quelle répartition ? etc.), de mandats, de planification, de contrôles des décisions prises, de liens internationaux, mais aussi par exemple de mesures à prendre pour la sécurité individuelle et collective !

2. **Le débat organisé sur ce thème lors du congrès n'est qu'un petit pas dans la démarche globale.** Pour que cela prenne tout son sens, il faut que ces questions là soient posées dans nos réunions de sections syndicales, de syndicats, d'Unions interprofessionnelles locales et départementales. C'est ce qui se fait dans quelques structures, mais trop peu. Nous devons réfléchir à comment ça pourrait marcher, allier discussions théoriques et exemples pratiques, apprendre des expériences diverses, réfléchir, inventer, oser, agir... Nous ne partons pas de rien : du syndicalisme révolutionnaire à la Charte d'Amiens, en passant par le syndicalisme de masse et de classe, la recherche d'un socialisme autogestionnaire ou l'autonomie du mouvement social, le mouvement syndical français est riche d'expériences que nous devons agréger, riche aussi d'échecs et d'erreurs que nous devons connaître, comprendre et ne pas répéter de générations en générations !
3. **Le lien avec l'Association Autogestion<sup>3</sup>** est une autre facette de ce travail au sein de Solidaires ; il se traduit par le relais au sein de l'organisation syndicale d'informations et initiatives de l'association ; mais il y aurait sans nul doute plus à faire sur ce plan, en matière de formation syndicale.
4. **L'Union syndicale Solidaires et plusieurs de ses unions interprofessionnelles locales ou départementales participent régulièrement à des journées de débats et échanges,** telles que La foire à l'autogestion<sup>4</sup> en Ile-de-France et dans quelques autres localités, Le Bazar au Bazacle<sup>5</sup> à Toulouse, etc. La présence du mouvement syndical dans ces lieux nous paraît nécessaire.
5. **L'ouverture à de nouvelles formes de luttes doit aussi nous inciter à faire le lien avec nos aspirations autogestionnaires** ; sans mythifier ce type de mouvements, le syndicalisme a de quoi apprendre, par exemple, de plusieurs expériences de Zones A Défendre, où la pratique autogestionnaire est très présente ; de même, de lieux alternatifs, certains en villes, d'autres en zones rurales.
6. **Bien évidemment, parce qu'il s'agit bien de syndicalisme, tout ceci n'a pas de sens si nous n'agissons pas concrètement pour soutenir les luttes qui posent directement les questions autogestionnaires, qui débouchent sur la mise en œuvre d'une gestion directe par les travailleurs et les travailleuses.** C'est ce que nous tentons de faire ; sans doute, le faisons-nous de manière encore très insuffisante. Au-delà du soutien, nous avons aussi à découvrir et comprendre ; qui mieux que celles et ceux qui ont « récupéré » leur entreprise peuvent nous en parler ? C'est en ce sens que nous avions d'ailleurs invité nos camarades de FRALIB au débat organisé lors de notre dernier congrès national ; localement, plusieurs équipes Solidaires sont en relation avec des travailleurs et travailleuses de coopératives.
7. **Et les Comités d'Entreprises ?** Dans les entreprises non coopératives, qui demeurent la norme dans notre société (faut-il le rappeler ?), les syndicats ont aussi un rôle à jouer pour soutenir les expériences autogestionnaires d'une part, pour alimenter la réflexion collective d'autre

<sup>3</sup> [www.autogestion.asso.fr](http://www.autogestion.asso.fr)

<sup>4</sup> [www.foire-autogestion.org](http://www.foire-autogestion.org)

<sup>5</sup> [www.avanti.bazaraubazacle.org](http://www.avanti.bazaraubazacle.org)

part, à travers les Comités d'Entreprise. Hélas, cet outil est très peu utilisé dans cette optique. Quant au fonctionnement même des Comités d'Entreprises, organismes gérés par les représentants et représentantes élu-es par le salarié-es, il est souvent très éloigné de toute référence autogestionnaire.

8. **Notre syndicalisme est internationaliste** ; il serait paradoxal de l'oublier dès lors qu'on parle d'autogestion, de transformation sociale radicale ! Grâce à l'Association Autogestion, nous avons découvert et à participer à trois rencontres internationales de l'économie des travailleurs », celle au Venezuela à l'été 2015 (pour laquelle nous avions fourni une contribution sur l'éducation<sup>6</sup>) et deux européennes, à Gémenos en janvier 2014 et celle-ci. Ce sont, pour nous, des moments importants pour apprendre et échanger. Mais il est indispensable de faire en sorte que ces apports ne se limitent pas aux délégations présentes lors de ces évènements. A ce propos, et sans anticiper sur la conclusion de ces trois journées, nous voulons d'ores et déjà signaler que nous sommes particulièrement intéressés par une coédition des travaux de cette rencontre. Dans notre activité internationale, nous citerons deux autres implications où la question autogestionnaire est très présente, et sous des formes très différentes : le mouvement zapatiste au Chiapas<sup>7</sup> et les centres de santé en Grèce<sup>8</sup>. Dans les deux cas, notre activité s'articule autour de délégations qui se rendent sur place, de soutien financier à divers projets, de campagnes de soutien politique, de formation et information syndicales sur ces sujets.
9. **L'Union syndicale Solidaires est une des organisations à l'origine de la construction du Réseau syndical international de solidarité et de lutte<sup>9</sup>.** Ce réseau rassemble une soixantaine d'organisations syndicales (parfois des courants ou tendances) des Amériques, d'Europe, d'Afrique et (beaucoup moins) d'Asie. Lors de notre dernière réunion internationale, en juin 2015, nous avons décidé de travailler sur 4 sujets prioritaires : les droits des femmes, la criminalisation des mouvements sociaux, les migrations et l'autogestion, le contrôle ouvrier<sup>10</sup>.

Ce descriptif, qui ne se veut nullement « exemplaire », loin de là, montre que l'organisation syndicale a un rôle déterminant à jouer pour que l'autogestion (re)devienne une utopie, au sens d'un projet global de société, partagée par un grand nombre de travailleurs et de travailleuses. C'est sans nul doute ambitieux et il nous faut dire que nous sommes encore bien loin du compte, y compris au regard du travail à effectuer au sein de notre propre organisation. Mais ... Nous sommes utopiques car现实家 !

Annexes :

- Nationalisation, privatisation, socialisation, autogestion. Le droit de propriété en question.
- Nacionalización, privatización, socialización, autogestión. Cuestionar el derecho de propiedad.
- Para una educación cooperativa, anti-jerárquica y politécnica.
- Les capitalistes nous coûtent cher - Autogestion ouvrière et social.
- Los capitalistas nos cuestan caro - Autogestión obrera y social.

Le 19 octobre 2016

Nara Cladera, Stéphane Enjalran, Christian Mahieux, Richard Neuville, Jean Vignes.

---

<sup>6</sup> Voir en annexe.

<sup>7</sup> [www.cspcl.ouvaton.org](http://www.cspcl.ouvaton.org) [www.ezln.org.mx](http://www.ezln.org.mx)

<sup>8</sup> [www.solidaritefrancogrecque.wordpress.com](http://www.solidaritefrancogrecque.wordpress.com)

<sup>9</sup> [www.laboursolidarity.org](http://www.laboursolidarity.org)

<sup>10</sup> Voir en annexe.

# Nationalisation, privatisation, socialisation, autogestion

## Le droit de propriété en question

*Le syndicalisme ne peut pas faire l'économie d'approfondir ces questions car elles sont au cœur de tout projet de transformation sociale radicale. Au-delà des positions de principe de lutte contre le système capitaliste, les réponses et les stratégies alternatives à construire doivent prendre la mesure de l'évolution du capitalisme et des conditions concrètes dans lesquelles se mènent la lutte des classes. Elles reposent sur la nécessaire articulation entre revendications immédiates et changements structurels, entre revendications et construction du rapport de force pour les faire aboutir, entre projet alternatif et formes d'action (démocratie ouvrière, démocratie dans les luttes, grèves de masse, grèves reconductibles, autonomie des mouvements sociaux, conséquences politiques concrètes des luttes, etc.)*

*Le présent texte ne prétend à nulle exhaustivité, il n'entend pas fixer une quelconque ligne politique en dehors des cadres de débats et décisions de notre organisation syndicale. C'est une contribution, dont l'objectif est de relancer la réflexion et les échanges sur ces sujets. Elle est basée sur les acquis historiques<sup>1</sup> du mouvement ouvrier, l'analyse de la société dans laquelle nous vivons, la prise en compte des rapports de forces nécessaires à une organisation différente de la société qui passe par une rupture avec le capitalisme. C'est un, très partiel et modeste, outil pour les militant-es qui veulent renouer avec ce nécessaire travail, individuel et collectif, d'élaboration d'une stratégie émancipatrice.*

*Nationalisation, socialisation, autogestion, ces concepts ont imprégné des années de débats au sein du mouvement syndical. Ce ne sont pas des discussions « dans le vide » ; des expériences ont été menées, des bilans ont été tirés. La gestion des outils de production<sup>2</sup> directement par celles et ceux qui travaillent est possible. C'est un premier point important car il rappelle que des alternatives sont possibles, en vrai, pas seulement sous forme de slogans. Réapproprions-nous notre histoire, ne nous laissons pas imposer la vision de la classe dominante dont un des objectifs est de nous conduire à accepter comme fait acquis que « le capitalisme est la fin de l'histoire<sup>3</sup> !*

*Dans le cadre du système capitaliste, la gestion directe d'entreprises ou services est possible comme le montrent quelques expériences ; mais pas l'autogestion, car il s'agit là d'un projet de transformation sociale de la société dans son ensemble, avec des modifications fondamentales en termes de pouvoir de décision, de rapports entre classes sociales, de notions de hiérarchie et de responsabilité, etc. Il nous faut donc construire notre réflexion en intégrant cette nécessaire rupture avec le système capitaliste. Là encore, pour que ce soit utile, nous devons retrouver et inventer des revendications, des formes d'action, des organisations, des slogans, des exemples de luttes, qui rendent crédibles aux yeux de nos collègues ces changements fondamentaux.*

*A travers certaines résistances et luttes sociales actuelles, est parfois posée la question de l'organisation du travail dans toutes ses dimensions : qui décide dans l'entreprise et dans chaque collectif de travail ? Que produire ? Dans quelles conditions ? Quelle utilité sociale ? ... Ce ne sont que des interrogations, rarement des tentatives concrètes, nullement un mouvement de fond. Mais n'est-ce pas à nous de créer les conditions pour que celui-ci existe ?*

<sup>1</sup> Il s'agit ici des acquis en matière d'enseignements des luttes et expériences passées ; non pas des « acquis sociaux », dont la défense est par ailleurs nécessaire car articulant la double tâche de défense des intérêts immédiats des travailleurs et des travailleuses et de construction du mouvement émancipateur

<sup>2</sup> C'est-à-dire la gestion directe des entreprises et des services. Nous n'abordons pas ici la question de la gestion directe dans le monde agricole, faute de pratiques et de réflexions.

<sup>3</sup> « There is no alternative » est un slogan attribué à Margaret Thatcher, qui fut Premier ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990, chantre de l'ultralibéralisme qui mena une guerre sociale intense contre les syndicats. Il symbolise le combat idéologique mené pour nous faire croire que le capitalisme, le marché, la mondialisation sont, non pas des choix politiques d'organisation de la société et son économie, mais en quelque sorte des phénomènes naturels.

## Réponses alternatives, mouvement de masse, changements concrets

Le bilan des politiques de nationalisation et de privatisation menées depuis cinquante ans et les leçons à tirer des luttes pour une appropriation sociale collective, sont autant de repères pour ébaucher des réponses alternatives destinées à construire un mouvement de masse permettant la rupture avec le système capitaliste.

Les crises économiques et financières successives et leurs conséquences sociales dévastatrices ont mis à jour l'impasse du capitalisme financier, phase actuelle de ce système économique. Elles renforcent la nécessité d'une utopie transformatrice. Mais les effets du néo-libéralisme en termes de chômage de masse, de précarisation, d'individualisation de la relation salariale handicapent toute velléité de dynamique d'émancipation, sans oublier le bilan désastreux des expériences du « socialisme » dit réel, par exemple dans les ex-pays de l'est qui pèse encore dans l'inconscient collectif.

Dans ce contexte contradictoire et paradoxal, le syndicalisme ne peut pas se limiter à la défense des intérêts immédiats des travailleurs-euses mais se doit d'élaborer un projet de transformation sociale à la hauteur des bouleversements du capitalisme contemporain et conforme à notre volonté d'émancipation des travailleurs et des travailleuses.

Trop de forces syndicales, hexagonales et mondiales, ont abandonné cette tâche essentielle et ne visent plus qu'à aménager, voire à accompagner les effets du libéralisme. Rien d'étonnant par conséquent que leurs stratégies et leurs revendications ne visent plus à remettre en cause le système ni à esquisser les contours d'une autre organisation sociale.

Créer les conditions de nouveaux rapports de force idéologiques et sociaux implique de se battre sur des orientations syndicales inversant la logique même du système d'exploitation capitaliste et faisant le lien avec la situation et les revendications quotidiennes des salarié-es, chômeurs-ses, jeunes en formation et retraité-es.

Entre autres problématiques auxquelles travaille, encore insuffisamment, l'Union syndicale Solidaires, citons la répartition des richesses, la socialisation des moyens de production, la transition écologique, les inégalités femmes/hommes, les formes d'organisation sociales et les processus de décision sur les choix économiques et sociaux que porte notamment la thématique de l'autogestion.

## Du passé, avant de faire table rase<sup>4</sup>, tirons les enseignements !

La question de la propriété est toujours révélatrice de l'état des rapports de force entre les classes sociales, et de l'état du débat social et politique du moment. Sans retracer des siècles de débat sur cette question, reprenons quelques périodes charnières, parmi les plus récentes.

Suite à la crise de 1929, le débat sur les nationalisations refait surface en Europe entre les partisans d'une politique de nationalisation des infrastructures et des secteurs clefs de l'économie et ceux préconisant un régime d'économie mixte où le régime de propriété capitaliste reste dominant. En France, un clivage existe dans le mouvement syndical (notamment entre CGT et CGT-U puis dans la CGT réunifiée) entre les « réformistes » et les « syndicalistes révolutionnaires », ces derniers considérant qu'étatiser une partie de l'économie sans rompre avec le régime du profit et les inégalités de classe, est un leurre. La nationalisation des chemins de fer par la création de la SNCF en 1937 illustre cette situation, puisqu'il s'agit avant tout d'éponger les dettes des grands actionnaires des compagnies privées, sans toucher aux profits accumulés depuis des dizaines d'années, et en les indemniser très généreusement : « socialiser les pertes, privatiser les profits », est une revendication patronale ancienne...

A l'échelle internationale, les collectivisations en Espagne, entre 1936 et 1938, sont une expérience particulièrement intéressante ; sans les mythifier, elles montrent que « c'est possible » à grande échelle, sans recours aux nationalisations étatiques mais en fédérant des initiatives mises en œuvre à la base. Plusieurs millions de personnes participèrent à des réalisations sans précédent : les collectivités agricoles d'Aragon et la socialisation d'entreprises et des services publics en Catalogne par exemple, se sont faites sans recours à l'Etat. Celles et ceux qui produisaient se sont emparé-es des usines, des bureaux, des champs. Ils et elles ont géré

<sup>4</sup> « ...Du passé faisons table rase... », extrait du premier couplet de « l'internationale ».

directement la production, sa répartition, les échanges, mais aussi les moyens à mettre en commun pour l'éducation, la santé, etc. Dans certaines collectivités, un salaire unique a été mis en place, dans d'autres l'argent était aboli au profit de bons d'échange, non capitalisables et utiles pour la seule satisfaction des besoins familiaux,... Bien entendu, le contexte politique, économique et social<sup>5</sup> de l'Espagne de 1936 n'est pas celui de notre monde contemporain, mais ces expériences méritent toute notre attention.

Le débat sur le pouvoir, et en fait sur l'autogestion, a traversé le mouvement ouvrier dans tous les pays et dans des périodes bien différentes. On sait ce qu'il advint de la révolution russe de 1917 et ce que furent les régimes autoritaires des pays dits « communistes ». Mais, en Russie, de 1917 au début des années 20, la remise en cause du pouvoir des conseils ouvriers (les soviets<sup>6</sup>) a été contestée y compris au sein du parti bolchevik au pouvoir<sup>7</sup>.

En 1945, après la seconde guerre mondiale, où tout est à reconstruire et afin d'écartier toute velléité de remise en cause du système, nombre de gouvernements européens mettent en place des politiques dites keynésiennes<sup>8</sup> fondées sur un interventionnisme étatique fort. En France, dans le cadre du Conseil national de la résistance (CNR) regroupant les courants politiques de droite et de gauche, le projet était « le retour à la nation de tous les grands moyens de production monopolisée, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques » ; le préambule de la constitution de 1946 reprend ces principes. Une grande partie du patronat ne s'y oppose pas, non seulement parce que les actionnaires indemnisé-es pourront investir dans des secteurs plus juteux à court terme, mais aussi parce que les lourds investissements assumés par l'Etat seront profitables au développement du capitalisme. De surcroît, la gestion des secteurs nationalisés n'étant pas sous contrôle ouvrier<sup>9</sup>, le changement juridique de la propriété ne remet en cause, ni la logique de rentabilité, ni le pouvoir de décision et de gestion des dirigeant-es. Rien d'étonnant, comme le disait le sociologue Bourdieu, tant la porosité entre « la noblesse d'état » technocratique<sup>10</sup> et les pouvoirs économiques, contredit la notion « d'Etat garant de l'intérêt général ».

L'important travail de recherches, de confrontation d'idées, mené au cours des années 60 dans des organisations ouvrières (y compris syndicales, notamment dans la CFTC/CFDT) et la dynamique de Mai 68, mettent l'autogestion au centre de nombreux débats. Avec le recul, certains « exemples » d'alors méritent d'être considérablement rediscutés<sup>11</sup>.

C'est dans ce contexte où se mêlent débats théoriques et forte volonté de « changer les choses dès maintenant » que naît le conflit des LIP<sup>12</sup> en 1973 à Besançon. Contre les licenciements, les salarié-es, massivement syndiqué-es, réquisitionnent le stock de montres et s'emparent des plans de fabrication. S'en suit une période novatrice, qui cristallise espoirs et soutien populaire, au cours de laquelle est mis en œuvre le slogan « *c'est possible, on produit, on vend, on se paie* ».

Les nationalisations de 1982, sous Mitterrand, représenteront 17 % du PIB, et toucheront plusieurs dizaines de sociétés industrielles (Compagnie générale d'électricité, St Gobain, Pechiney, Rhône Poulenc, Thomson-brandt) et financières, mais elles suivront la même logique que les processus antérieurs, avec 47 milliards de francs d'indemnisations pour les actionnaires. Il n'y avait aucune volonté politique de permettre une remise en cause des choix stratégiques de production, du pouvoir de décision et de gestion des salariés-es dans les entreprises.

<sup>5</sup> Cette page d'histoire sociale s'écrit entre le coup d'Etat militaire et fasciste de Franco (19 juillet 1936) et la seconde guerre mondiale. Il y avait deux organisations syndicales en Espagne, rassemblant chacune des millions de syndiqué-es : la CNT anarchosyndicaliste, l'UGT socialiste ; hormis en Catalogne où l'UGT sous influence du Parti Communiste combattit les collectivisations, les deux organisations participèrent au processus autogestionnaire.

<sup>6</sup> Paradoxalement, c'est en 1922 qu'est officiellement créée l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, à un moment où le pouvoir des qu'exerçaient directement les travailleurs et les travailleuses dans les usines, à travers les Soviets, a été définitivement confisqué par le Parti Communiste.

<sup>7</sup> C'est le cas des « communistes de gauche », puis de « l'opposition ouvrière ». Voir notamment « *Moscou 1918, la revue Kommunist* » - ed. Smolny, 2011 et « L'opposition ouvrière » d'Aleksandra Kollontaï – ed. Seuil, 1974.

<sup>8</sup> Keynes est un économiste britannique. Sa théorie, mise en œuvre durant la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle est que les marchés ont besoin d'une intervention étatique pour trouver leur équilibre. Il ne remet nullement en cause l'exploitation capitaliste.

<sup>9</sup> Aucune organisation du CNR ne revendique cela ; au contraire, PCF et CGT dénoncent ces mots d'ordre.

<sup>10</sup> L'Ecole Nationale d'Administration (ENA) est l'archétype de l'institution formant ce type de « serviteurs de l'Etat », qui sont avant tout serviteurs d'eux-mêmes et de leur classe sociale.

<sup>11</sup> Nombre de textes de la CFDT de l'époque mais aussi d'organisations politiques (PSU, trotskystes, libertaires) portent sur ce qui est présenté alors comme « des expériences autogestionnaires » en Yougoslavie ou en Algérie. Certes, les critiques pointent, fort justement, bien des insuffisances.

<sup>12</sup> Voir le film « Les Lip, l'imagination au pouvoir » : [www.filmsduparadoxe.com/les-lip.html](http://www.filmsduparadoxe.com/les-lip.html)

Les équipes dirigeantes resteront les mêmes notamment dans le secteur bancaire où la course à la spéculation aboutira à une facture salée pour les contribuables (cf. les 100 milliards de dette du Crédit Lyonnais). Le gouvernement PS/PCF est loin même du programme commun de la gauche des années 70 qui préconisait la mise en place de conseils d'ateliers et de services pour un contrôle ouvrier des entreprises. Les libéraux comme les sociaux démocrates utilisent la socialisation des pertes comme une transition avant un retour fructueux au secteur privé. A l'instar des politiques ultralibérales anglo-américaines de Thatcher et Reagan dont la doctrine est la restauration de « l'ordre spontané du Marché », le gouvernement « socialiste » opérera le tournant libéral en 1983.

Les privatisations ne vont pas cesser de s'enchaîner sous les gouvernements de droite comme de gauche, notamment sous le gouvernement Jospin (PS/PCF/Verts, de 1997 à 2002). Le drame de la sidérurgie française privatisée en 1996 est un des symboles. D'autres secteurs verront la participation de l'Etat baisser sans cesse et en bout de course circonscrite à l'énergie, les transports, l'audiovisuel public, les télécommunications, la Poste... souvent de plus en plus partiellement d'ailleurs.

Cette contre révolution conservatrice amorcée dans les années 1980, prendra dans les années 1990 des formes nouvelles de domination de la finance sur l'ensemble de la sphère économique dont la recherche de rentabilité maximum et à court terme, conjuguée avec une concentration croissante des entreprises, aboutit à l'extension des privatisations et à une offensive brutale contre les services publics.

Force est de constater que le bilan des privatisations est marqué par un coût social élevé. Les Etats ont souvent bradé les entreprises publiques au secteur privé. Ce dernier, guidé par la recherche du profit immédiat, n'a cure des productions nocives écologiquement et désastreuse socialement pour les salariés-es. Et quand, celui-ci est en faillite, les états renflouent, sans contreparties, et font payer la note aux populations, détruisent le secteur public, comme c'est le cas aujourd'hui avec les politiques d'austérité instaurées en Europe dans la foulée de la crise économique et financière de 2008. Ce ne sont pas les quelques mesures de B.Hamon sur l'économie sociale et solidaire, ni le projet de Hollande sur la possibilité de reprise par les salariés-es d'entreprises bénéficiaires, qui modifieront la domination de la loi du marché et la captation des pouvoirs de décision par une oligarchie minoritaire.

## Socialisation, autogestion : une autre voie possible

Les questions que nous devons poser sont celles de la répartition des fruits des richesses produites et de l'organisation de la production (ce qui implique celles sur son contenu, son utilité sociale, ses implications écologiques, etc.)

La nationalisation de tel ou tel secteur, où seule la forme juridique de la propriété change en devenant étatique, ne bouleverse pas la logique du système dans son ensemble. A certains moments, elles peuvent permettre de sauvegarder les intérêts des salariés-es ; mais une véritable transformation sociale du système suppose la socialisation de l'ensemble des moyens de production et d'échange donc la remise en cause de la propriété privée, et du pouvoir par les travailleurs-ses, au sein des entreprises mais aussi plus largement pour « l'administration de la société ». Cela implique également un cadre national de planification des besoins sociaux futurs, des ressources allouées pour les satisfaire, en tenant compte des impératifs écologiques. L'articulation de ces orientations, à l'échelle nationale et internationale, avec les besoins locaux, ceux des entreprises et des branches, pose la question de l'ensemble de la « chaîne démocratique » pour assurer des choix cohérents au profit de la collectivité dans son ensemble.

Au-delà des mots différents (autogestion, collectivisation, socialisation, ...), ce que nous entendons par autogestion c'est que les classes sociales qui produisent la richesse collective<sup>13</sup>, aujourd'hui sans pouvoir, peuvent gérer l'économie (donc les entreprises, les services, etc.) et plus généralement la société. Ceci suppose l'appropriation collective directe des outils de production et des moyens d'échanges. Nous ne voulons par là décrire un modèle idéal pour « après la révolution », mais d'une part « construire par nos luttes d'aujourd'hui la société de demain », d'autre part créer les conditions pour que des luttes faisant bouger réellement les choses se développent.

<sup>13</sup> C'est-à-dire celles et ceux qui vivent de leur travail et non de l'exploitation de celui d'autrui. Par ailleurs, comme indiqué précédemment, nous ne traitons pas ici de la question paysanne ...

Ces principes posés, l'évolution du capitalisme et ses effets sur la structuration du salariat, nous obligent à repenser les termes du débat sur ces thématiques. Nous ne sommes plus dans les années 1970 où nous étions face à un capitalisme encore largement patrimonial, familial, avec un pouvoir de décision unique et identifié. L'internationalisation du capital, les centres de pouvoir opaques et insaisissables, l'interdépendance économique à l'échelle planétaire, la domination des multinationales sur l'ensemble des filières, des PME<sup>14</sup>, et du marché des matières premières, impliquent de redéfinir le contenu des réponses alternatives et les stratégies syndicales et politiques.

La perspective de socialisation des secteurs clefs de l'économie et autogérés par les salariés-es suppose d'anticiper la chaîne de conditions économiques de production et de la repenser au-delà des murs d'une seule entreprise. En d'autres termes, l'autogestion n'est pas concevable en l'organisant entreprise par entreprise, sans prendre en compte les interactions entre de nombreuses entités tout au long de la production d'un produit ou d'un service. C'est sans doute une des raisons qui explique que « l'aventure » autogestionnaire surgisse rarement des luttes d'entreprises, les salariés-es évaluant eux-mêmes les conditions nécessaires à sa réussite. Le caractère outrageusement réformiste de la majorité du mouvement syndical contemporain, que nous évoquions plus haut, est aussi une des explications.

Cela ne veut pas dire que des espaces d'expériences autogestionnaires sont impossibles, même sous des formes inachevées comme les SCOP<sup>15</sup> en France ou plus abouties et plus nombreuses comme par exemple en Argentine (les entreprises « récupérées ») ou la coopérative ouvrière Mondragon au pays basque espagnol, mais dans tous les cas ce sont dans des secteurs et des créneaux restreints. Le mode d'organisation en SCOP permet des ruptures importantes avec le schéma dominant dans l'économie capitaliste : sur la propriété, la hiérarchie, la répartition des tâches, etc. Dans un autre registre, mais avec la même aspiration, le développement des AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) pose les questions des circuits courts entre paysan-nes et consommateurs-trices, de l'inutilité des grands groupes prédateurs de la distribution mais aussi la qualité de la nourriture produite et du soutien à une agriculture non productiviste.

Quant à « l'économie sociale et solidaire », appelée aussi « tiers secteur », si elle traduit parfois une aspiration à sortir des lois du marché, elle n'est pas exempte de contradictions ; la gestion de ces entités, à l'exemple de nombreux Comités d'Entreprise ou d'associations, étant loin d'être en rupture avec le modèle dominant ! Elle se situe aux marges du système et sans vue d'ensemble, perméable à l'instrumentalisation dans un processus de privatisation des services publics, et à la récupération marchande comme le commerce équitable par les grandes chaînes de distribution.

Les expériences qui peuvent être menées à travers des CE (bien peu !) ou des SCOP, aussi utiles et intéressantes soient-elles, ne sont pas l'autogestion au sens d'un projet d'ensemble qui a des conséquences sur toute la société, et remet en cause les rapports entre classes sociales que nous connaissons. Le projet autogestionnaire dont nous nous revendiquons est nécessairement en rupture avec le système capitaliste.

## Un syndicalisme internationaliste, concrètement

Le défi pour le syndicalisme est global : imposer un changement systémique, à l'échelle nationale et internationale. À cet égard, la construction de luttes conjointes entre salariés-es des grands groupes opérant dans plusieurs pays, notamment au niveau européen, doit devenir un objectif prioritaire ; le développement de réseaux syndicaux « lutte de classes » à l'échelle internationale, ou encore la pérennité des forums sociaux européens et mondiaux, sont eux aussi décisifs.

Des outils existent, comme le Réseau syndical international de solidarité et de luttes et les réseaux qui s'organisent dans plusieurs secteurs professionnels ; mais ils ne nous seront utiles pour construire les ruptures politiques et sociales que nous voulons, que si nos collectifs syndicaux de base (syndicats, sections syndicales) se les approprient, les font vivre, les banalisent auprès de la masse des salarié-es. Sinon, ils ne servent qu'à donner une bonne conscience internationaliste, sans effet réel sur la lutte des classes, donc sans conséquence sur les rapports sociaux et le système capitaliste !

<sup>14</sup> PME : Petites et Moyennes Entreprises.

<sup>15</sup> SCOP : Sociétés coopératives et participatives. La dénomination officielle jusqu'en 2010 était « société coopérative ouvrière de production ».

## Travailleurs-ses, usagers, consommateurs-trices, citoyen-nes...

Un autre défi posé au syndicalisme est celui de la conception du sujet social, acteur de cette perspective de transformation sociale : est-ce la classe ouvrière dans sa vision la plus restrictive ? Est-ce les salarié-es (qu'ils et elles aient un emploi, soient au chômage, en formation ou en retraite) ? Quel sont les rapports avec les paysan-nes ? Avec les artisan-nes ? La grande majorité du syndicalisme est encore imprégnée d'une conception restrictive des bases sociales de la démocratie économique et sociale. Le syndicalisme ne doit plus penser les forces dynamiques de la transformation sociale uniquement à partir du seul rôle de producteurs-trices et du lieu clos de l'entreprise, mais bien appréhender cette question de manière transversale, à la fois dans toute sa dimension interprofessionnelle mais aussi par l'articulation et la jonction entre les moments où nous sommes usagers, salarié-es, citoyen-nes ; ce dernier terme caractérisant ici la place des travailleurs-ses dans « la cité », sans renvoyer à une définition le limitant aux contours de la république bourgeoise héritée de 1789.

La cohérence des choix économiques, des finalités de production de biens communs, nécessite une vision globale qui dépasse les intérêts d'une seule communauté de production ou de service. Transformer l'ensemble des rapports sociaux suppose d'aller au-delà de la question de l'appropriation sociale des moyens de production et de développer une réflexion sur les sujets de la démocratie sociale, la citoyenneté et l'égalité pour sortir de la figure unique du producteur émancipé. De manière, certes modeste et avec toutes leurs insuffisances, les campagnes de boycott des produits (comme Danone en 2001<sup>16</sup>), de « votation citoyenne » contre la privatisation de la Poste, ou encore les luttes syndicales internationales pour le droit à la santé, pour la défense du service public ferroviaire, sont autant d'illustrations d'alliances nécessaires de forces sociales complémentaires.

Plus récemment, la pertinence de la propriété des entreprises a de nouveau été posée. Les syndicats CGT et CGC de *Fralib*, à Géménos ont un projet de reprise de la production du thé *Elephant/Lipton*. La multinationale *Unilever* bloque, refusant de céder la marque *Elephant*. Au-delà de la volonté de briser le collectif de travailleurs-ses qui luttent contre la décision patronale, l'enjeu pour la multinationale est d'empêcher de vivre un projet qui répond à des questions de fond telles que celles des délocalisations, du développement de la production locale, des méthodes de production, bref, de la transition écologique.

A Florange, c'est une autre multinationale, *Arcelor-Mittal*, qui a bafoué ses engagements et fait renoncer le gouvernement aussitôt après une timide annonce de possible nationalisation partielle et temporaire...

Concernant PSA, nous écrivions en août 2012 dans un tract national Solidaires : « *Un débat doit s'ouvrir avec les salarié-es concernés mais aussi avec l'ensemble de la population sur les questions de la socialisation, du contrôle des salarié-es sur ce qu'ils et elles produisent, sur l'utilisation de la plus-value dégagée, sur les investissements utiles à la société... Ces questions se posent pour la filière automobile comme dans les autres secteurs productifs* ». En réalité, les grévistes de PSA n'ont jamais envisagé collectivement une reprise de la production, fut-elle accompagnée d'une reconversion ; une telle démarche suppose un travail syndical préalable, dans la durée.

L'absence de réflexion collective sur une gestion autre, et plus précisément sur une possible autogestion, affaiblit les perspectives émancipatrices des mouvements.

## Des contre-pouvoirs à ancrer dans le quotidien

La question des contre-pouvoirs dans l'entreprise, mais pas seulement dans l'entreprise<sup>17</sup>, est essentielle. C'est un des exercices de « gymnastique révolutionnaire » dont parlaient les syndicalistes révolutionnaires du début du 20<sup>ème</sup> siècle. Car il ne s'agit pas de se limiter aux contre-pouvoirs mais bien de construire par là, notamment, une dynamique aboutissant à poser concrètement la question du pouvoir, de sa forme, de son exercice, de sa réalité, de son utilité ... et nous en revenons au débat sur l'autogestion.

Nos mots d'ordre et nos revendications de redistribution des richesses produites, de diminution massive du temps de travail, de droit de veto des représentant-es des travailleurs-ses dans les Comités d'Entreprises, de

<sup>16</sup> Action menée en soutien aux salarié-es de LU-Danone luttant contre des licenciements.

<sup>17</sup> Redressement et liquidation judiciaire sont la source de licenciements plus nombreux encore que les « plans sociaux ». Le syndicalisme interprofessionnel ne devrait-il pas s'interroger sur la latitude qu'il laisse aux seuls patrons, à travers les tribunaux de commerce, de décider ainsi du sort des travailleurs et travailleuses ?

réquisition des emplois, d'appropriation collectives des entreprises qui ferment, etc., s'articulent pleinement avec ces réflexions. Applicables à la situation présente, donc dans le cadre du système capitaliste, tout ceci peut être taxé de « réformisme ». Mais c'est le rapport dialectique<sup>18</sup> avec les luttes qui peut leur donner un caractère révolutionnaire. La construction du rapport de forces et de mouvements de masse qui s'opposent frontalement au système en place, donc le renforcement des outils syndicaux qui portent cette dynamique, sont incontournables pour passer des débats abstraits à la pratique concrète.

De même, l'autogestion ne doit pas être une notion qui demeurerait abstraite aux yeux de la majorité des travailleurs-ses. Dans un processus de crédibilisation de nos aspirations autogestionnaires, il serait utile que les collectifs syndicaux travaillent sur ce que ceci pourrait signifier dans leur secteur (comme indiqué par ailleurs, en intégrant qu'il n'est pas question d'autarcie).

Ceci peut se concevoir relativement facilement pour une entreprise mono-activité, même si cela amène à poser des questions importantes comme l'utilité ou non de la hiérarchie, les modalités de décision collective, les rapports entre services, la non-opposition entre autogestion et parfois « commandement » technique, etc. Mais dans des entreprises plus importantes, dans des services en réseau (transports, énergie, etc.), c'est plus complexe ; raison de plus pour y travailler dès maintenant.

Nous ne voulons pas construire « un schéma idéal coupé de toutes réalités » mais apprendre ensemble, construire ensemble, rendre crédible la perspective d'autogestion donc de changement fondamental de l'organisation de la société.

Nous l'avons dit : l'autogestion telle que nous l'entendons ne se résume pas à la gestion directe par les salariés de chacun de leur lieu de travail. A contrario, elle doit s'ancrer à ce niveau. **Nous sommes « chez nous » dans nos entreprises, nos services, nos lieux de travail !** Cette affirmation peut paraître naïve et apolitique ; elle est loin de l'être. C'est en prenant confiance dans leur « bon droit » (pas au sens du droit légal bourgeois) à décider ensemble de ce qu'ils et elles font au boulot que les travailleurs-ses oseront des actions plus radicales au sens où elles remettront en cause des principes présentés jusqu'à comme des évidences : la hiérarchie, les différences de rémunération, les directives qui ne correspondent pas au travail réel, etc. Se réapproprier collectivement nos lieux de travail est une action syndicale à première vue réformiste qui a une portée radicale et révolutionnaire.

## Autogestion des luttes

La mise en pratique d'une conception autogestionnaire de la société concerne aussi les pratiques syndicales au sein des syndicats et dans les luttes. Toute conception pyramidale des prises de décisions est aux antipodes d'un projet autogestionnaire. Nombre d'organisations syndicales se considèrent comme les états majors, les têtes pensantes, auxquelles les acteurs et actrices des mouvements sociaux doivent se soumettre.

Rompre avec cette conception et favoriser les formes de démocratie directe (assemblées générales décisionnaires au plus près des collectifs de travail, comités de grèves, assemblées générales interprofessionnelles, coordinations...), c'est œuvrer à l'apprentissage de l'autogestion dans une perspective plus globale, c'est aussi choisir la démocratie dans les luttes, favorisant ainsi leur autonomie vis-à-vis de toutes forces extérieures (politiques, étatiques, gouvernementales, ...) prétendant les diriger.

L'autogestion des luttes est exigeante : pour que les revendications, les formes et la durée d'une grève, la coordination éventuelle avec d'autres secteurs, le contrôle des négociations, etc., s'inscrivent réellement dans la démocratie ouvrière dont nous nous revendiquons, il faut par exemple que les assemblées générales (ou comités de grève, etc.) soient réellement représentatives des salarié-es en lutte.

## S'appuyer sur l'expérience collective, être disponibles à l'inattendu

---

<sup>18</sup> Les revendications ont leur propre portée. Les luttes ont leur dynamique. Mais les deux s'influencent réciproquement et créent une situation nouvelle qu'il convient à nouveau d'analyser pour agir le plus efficacement possible.

L'histoire du syndicalisme est traversée par des processus de recomposition à l'épreuve de la lutte des classes et des évènements politiques et sociaux qui rythment. Ce sont des processus longs mais l'union syndicale Solidaires doit jouer un rôle central dans la recomposition syndicale de demain afin que celle-ci offre à l'ensemble du salariat une alternative au « syndicalisme d'accompagnement ».

Ne plus se concevoir comme un simple contre-pouvoir, mais se poser comme une force porteuse d'un projet de société face au capitalisme est une des conditions pour inverser le rapport de forces et rendre à nouveau possible l'avènement d'un autre monde. L'internationalisme est partie intégrante de ce processus.

En conclusion, si personne ne peut prétendre avoir un modèle clé en main d'un processus de transformation sociale, ni des formes achevées d'une organisation sociale autogestionnaire, commencer à se poser quelques questions fondamentales c'est tenter d'y répondre. Et surtout, l'histoire nous enseigne que les mouvements sociaux produisent eux-mêmes les outils nouveaux de la transformation sociale.

Etre attentifs aux nouvelles formes d'organisation collective et disponibles à l'inattendu, c'est être fidèles au combat de l'émancipation sociale.

Le 30 août 2013

*Catherine Lebrun  
Christian Mahieux*

#### Bibliographie (très sommaire...)

- Ouvrage collectif « Autogestion, hier, aujourd'hui, demain » - ed. Syllepse, 2010.
- Pierre Bourdieu « La noblesse d'état. Grandes écoles et esprit de corps » - ed. de Minuit, 1989.
- Contre Temps « Propriété et pouvoirs » - ed. Textuel, 2002.
- Fondation Copernic « L'appropriation sociale » - ed. Syllepse, 2001.
- Franck Mintz « L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire » - ed. Maspéro 1976
- « Moscou 1918, la revue Kommunist » - ed. Smolny, 2011.
- Thomas Coutrot « Démocratie contre capitalisme » - ed. La Dispute, 2005.

Autres bibliographies disponibles (très complètes...)

<http://alterautogestion.blogspot.fr/p/bibliographies-autogestion.html>

<http://www.autogestion.asso.fr/wp-content/uploads/2012/05/bibliographie-20120523.pdf>

Sites :

- Association pour l'autogestion : [www.autogestion.asso.fr](http://www.autogestion.asso.fr)
- Foire à l'autogestion : [www.foire-autogestion.org](http://www.foire-autogestion.org)
- Alter autogestion : <http://alterautogestion.blogspot.fr>
- Autogestion.coop : [www.autogestion.coop](http://www.autogestion.coop)

# Nacionalización, privatización, socialización, autogestión

## Cuestionar el derecho a la propiedad

*El sindicalismo no puede hacer la economía de profundizar estos puntos porque están en el corazón de todo proyecto de transformación social radical. Mas allá de posiciones de principio de lucha contra el sistema capitalista, las respuestas y las estrategias alternativas por construir deben tomar la medida de la evolución del capitalismo y de las condiciones concretas en las cuales se conduce la lucha de clases. Ellas se apoyan sobre la necesaria articulación entre reivindicaciones inmediatas y cambios estructurales, entre reivindicaciones y construcción de la relación de fuerza para lograrlas, entre proyecto alternativo y formas de acción (democracia obrera, democracia en las luchas, huelgas de masa, huelgas re conductibles, autonomía de los movimientos sociales, consecuencias políticas concretas de las luchas , etc.)*

*El presente texto no pretende ser exhaustivo, no pretende fijar ninguna linea política fuera de los cuadros de debates y decisiones de nuestra organización sindical. Es una contribución cuyo objetivo es de reactivar la reflexión e intercambios sobre estos temas. Se basa sobre los logros históricos<sup>1</sup> del movimiento obrero, el análisis de la sociedad en la cual vivimos, tomar en cuenta las relaciones de fuerza necesarias a una organización diferente de la sociedad que pasa por una ruptura con el capitalismo. Es una, muy parcial y modesta, herramienta para las-los militantes que quieran reanudar con ese necesario trabajo , individual y colectivo de la elaboración de una estrategia emancipadora.*

*Nacionalización, socialización, autogestión, estos conceptos han impregnado años de debates dentro del movimiento sindical. No son discusiones “en el vacío”; experiencias fueron llevadas a cabo, balances hechos. La gestión de las herramientas de producción<sup>2</sup> directamente por aquellas y aquellos que trabajan es posible. Un primer punto importante porque nos hace recordar que alternativas son posibles de verdad, no solamente en forma de eslogan. Reapropiemosnos nuestra historia, no nos dejemos imponer la visión de la clase dominante cuyo, uno de sus objetivos es de conducirnos a aceptar como dado por hecho que « el capitalismo es el final de la historia<sup>3</sup> !*

*En el marco del sistema capitalista, la administración directa de empresas o servicios es posible como lo muestran algunas experiencias ; en cambio no la autogestión pues se trata de un proyecto de transformación social de la sociedad en su conjunto, con modificaciones fundamentales en términos de poder de decisión, de relación entre clases sociales, nociones de jerarquía y de responsabilidad, etc. Por lo tanto, debemos construir nuestra reflexión integrando esta ruptura necesaria con el sistema capitalista. Una vez mas, para que sea útil, debemos encontrar e inventar reivindicaciones, formas de acción, organizaciones, eslóganes, ejemplos de luchas, que tornan creíbles para nuestros colegas esos cambios fundamentales.*

*A través de ciertas resistencias y luchas sociales actuales, aparece a veces la pregunta de la organización del trabajo en todas sus dimensiones : quien decide en la empresa y en cada colectivo de trabajo ? Que producir ? En que condiciones ? Que utilidad social ? ... Son solo preguntas, raramente tentativas concretas, en absoluto un movimiento de fondo. Pero no somos nosotros que tenemos que crear las condiciones para que este exista ?*

<sup>1</sup> Se trata aquí de logros en materia de enseñanza de las luchas y experiencias pasadas ; no « logros sociales », cuya defensa es por otra parte necesaria pues articulando la doble tarea de defensa de los intereses inmediatos de los trabajadores y de las trabajadoras y de construcción del movimiento emancipador.

<sup>2</sup> Es decir la administración directa de las empresas y de los servicios. No abordamos aquí el tema de la gestión directa en el mundo agrícola, por falta de prácticas y de reflexiones.

<sup>3</sup> « There is no alternative » es un eslalon atribuido a Margaret Thatcher, que fue Primer ministro del Reino-Unido de 1979 a 1990, adoradora del ultra liberalismo que condujo una guerra social intensa contra los sindicatos. Simboliza el combate ideológico dirigido para hacernos creer que el capitalismo, el mercado, la mundialización son, no opciones políticas de organización de la sociedad y su economía, pero de alguna manera fenómenos naturales.

## **Respuestas alternativas, movimiento de masa, cambios concretos**

El balance de las políticas de nacionalización y de privatización llevadas a cabo desde hace cincuenta años y lo que se aprende de las luchas para una apropiación social colectiva, son tantas referencias como para esbozar respuestas alternativas para la construcción de un movimiento de masa permitiendo la ruptura con el sistema capitalista.

Las crisis económicas y financieras sucesivas y sus consecuencias sociales devastadoras han puesto a luz el punto muerto en el cual se encuentra el capitalismo financiero, fase actual de este sistema económico. Ellas doblan la necesidad de una utopía transformadora. Pero los efectos del liberalismo en términos de desempleo de masa, de precarización, de individualización de la relación salarial descapacitan toda veleidad de dinámica de emancipación, sin olvidar el balance desastroso de las experiencias del « socialismo » dicho real, por ejemplo en los ex-países del este que aun pesa en el inconsciente colectivo.

En este contexto contradictorio y paradójico, el sindicalismo no puede limitarse en la defensa de los intereses inmediatos de lo-as trabajadores-ras pero se debe de elaborar un proyecto de transformación social a la altura de los trastornos del capitalismo contemporáneo y conforme a nuestra voluntad de emancipación de los trabajadores y de las trabajadoras.

Demasiadas fuerzas sindicales, francesas y mundiales, han abandonado esta tarea esencial y solo apuntan a condicionar, incluso a acompañar los efectos de liberalismo. Nada sorprendente entonces que sus estrategias y sus reivindicaciones no aspiren mas a poner en tela de juicio el sistema ni a esbozar los contornos de otra organización social.

Crear las condiciones de nuevas relaciones de fuerza ideológicas y sociales implica luchar sobre orientaciones sindicales invirtiendo la propia lógica del sistema de explotación capitalista y relacionándolo con la situación y las reivindicaciones cotidianas de lo-as asalariados-as, desempleados-as , jóvenes en formación y jubilados-as.

Entre otras problemáticas a las cuales trabaja, aun in suficientemente, la Unión sindical Solidaires, citemos el reparto de las riquezas, la socialización de los medios de producción, la transición ecológica, las desigualdades mujeres/hombres, las formas de organización social y los procesos de decisión sobre las opciones económicas y sociales que lleva especialmente la temática de la auto-gestión.

## **Del pasado, antes de hacer añicos<sup>4</sup>, aprendamos !**

La propiedad es siempre un punto revelador del estado en el cual se encuentran las relaciones de fuerza entre las clases sociales, y del estado del debate social y político del momento. Sin reconstituir siglos de debate sobre este punto, retomemos algunos periodos decisivos , entre los mas recientes.

Después de la crisis de 1929, el debate sobre las nacionalizaciones vuelve a surgir en Europa entre los partidarios de una política de nacionalización de las infraestructuras y de los sectores claves de la economía y aquellos preconizando un régimen de economía mixta en el cual el régimen de propiedad capitalista queda dominante. En Francia, una división existe en el movimiento sindical (en particular entre CGT y CGT-U luego en la CGT re-unificada) entre los « reformistas » y los « sindicalistas revolucionarios », estos últimos considerando que estatalizar una parte de la economía sin romper con el régimen de la ganancia y las desigualdades entre las clases, es un engaño. La nacionalización de los ferrocarriles a través de la creación de la SNCF en 1937 ilustra esta situación, puesto que se trata antes de todo de borrar las deudas de los grandes accionistas de las compañías privadas, sin tocar los beneficios acumulados desde hace decenas de años, y indemnizandolos con mucha generosidad : « socializar las perdidas, privatizar los beneficios », es una vieja reivindicación patronal ...

En escala internacional, las colectivizaciones en España, entre 1936 y 1938, son una experiencia particularmente interesante ; sin mitificarlas, estas muestran que « es posible » en gran escala , sin recurrir a las nacionalizaciones estatales pero federando iniciativas efectuadas a la base. Varios millones de personas participaron a realizaciones sin precedente : las colectividades agrícolas de Aragón y la socialización de empresas y de servicios públicos en Cataluña por ejemplo, se hicieron sin recurrir al Estado. Aquellas y aquellos que producían tomaron las fábricas, los escritorios, los campos. Ellos y ellas han administrado

<sup>4</sup> « ...Del pasado hay que hacer añicos... », en la primer estrofa de « La Internacional ».

directamente la producción, su reparto, los canjes, pero también los medios puestos en común para la educación, la salud, etc. En ciertas colectividades, un salario único fue establecido, en otras bonos de canje no capitalizables y útiles solamente para las necesidades familiares sustituyeron el dinero que había sido abolido. Por supuesto, el contexto político, económico y social<sup>5</sup> de la España de 1936 no es el de nuestro mundo contemporáneo, pero estas experiencias merecen toda nuestra atención.

El debate sobre el poder, y en realidad sobre la autogestión, atravesó el movimiento obrero en todos los países y en períodos bien diferentes. Sabemos lo que pasó con la revolución rusa de 1917 y lo que fueron los régimes autoritarios de los países dichos "comunistas". Pero, en Rusia de 1917 al comienzo de los años, la crítica del poder por los consejos obreros (los soviets<sup>6</sup>) fue cuestionado incluso por el partido bolchevique al poder<sup>7</sup>.

En 1945, después de la segunda guerra mundial, donde todo está por reconstruir y con el fin de alejar toda veleidad de poner en tela de juicio el sistema, varios gobiernos europeos ponen en marcha políticas llamadas keynesianas<sup>8</sup> basadas en un intervencionismo fuerte del estado. En Francia, en el marco del Consejo nacional de la resistencia (CNR) que incluye corrientes políticas de derecha e izquierda, el proyecto era « el retorno a la nación de todos los grandes medios de producción monopolizada, fruto del trabajo común, de las fuentes de energía, de las riquezas del subsuelo, de las compañías de seguros y de los grandes bancos » ; el preámbulo de la constitución de 1946 retoma esos principios. Un gran parte de los patrones no se opone, no solamente porque los accionistas indemnizados-as podrán invertir en sectores más jugosos a corto plazo, pero también inversiones muy importantes asumidas por el Estado serán aprovechadas por el capitalismo. Además, la administración de los sectores nacionalizados no estando bajo control obrero<sup>9</sup>, el cambio jurídico de la propiedad no pone en tela de juicio, ni la lógica de rentabilidad, ni el poder de decisión y de gestión de los-as dirigentes-as. No es nada sorprendente, como lo decía el sociólogo Bourdieu, mientras que la porosidad entre « la nobleza de estado » tecnocrata<sup>10</sup> y los poderes económicos, contradice la noción « del Estado garante del interés general ».

El importante trabajo de investigación, de confrontación de ideas, llevada durante los años 60 en las organizaciones obreras (incluso sindical, también en la CFTC/CFDT) y la dinámica de Mayo 68, colocan la autogestión al centro de muchos debates. Con la perspectiva de hoy, ciertos « ejemplos » de entonces merecen considerablemente ser discutidos nuevamente<sup>11</sup>.

Es en ese contexto en el cual se mezclan debates teóricos y fuerte voluntad de « cambiar las cosas desde ya » que nace el conflicto de los LIP<sup>12</sup> en 1973 en Besançon. Contra los despidos, los-las asalariados-das, afiliado-das masivamente, proceden a la requisición del stock de relojes y se apoderan de los planes de fabricación. Se desprende de esto un periodo innovador, que cristaliza esperanzas y apoyo popular, durante el cual es puesto en práctica el eslogan « *es posible, producimos, vendemos, nos pagamos* ».

Las nacionalizaciones de 1982, bajo Mitterrand, representaron 17 % del PIB, y afectaron varias decenas de sociedades industriales (Compañía general de electricidad, St Gobain, Pechiney, Rhône Poulenç, Thomson-Brandt) y financieras, pero seguirán la misma lógica que los procesos anteriores, con 47 billones de francos de indemnizaciones para los accionistas. No había ninguna voluntad política de permitir una denuncia de las

<sup>5</sup> Esta página de historia social se escribe entre el golpe de Estado militar y fascista de Franco (19 julio de 1936) y la segunda guerra mundial. Había dos organizaciones sindicales en España, juntas cada una dos millones de afiliados-as : la CNT anarcosindicalista, la UGT socialista ; salvo en Cataluña donde la UGT bajo influencia del Partido Comunista luchó contra las colectivizaciones, las dos organizaciones participaron al proceso de la autogestión.

<sup>6</sup> Curiosamente, es en 1922 que la Unión de las Repúblicas Socialistas Soviéticas fue creada, en un momento en el cual el poder que ejercían directamente los trabajadores y las trabajadoras en las fábricas, a través de los Soviets, fue definitivamente confiscado por el Partido Comunista.

<sup>7</sup> Es el caso de los « comunistas de izquierda », luego de « la oposición obrera ». Ver « *Moscou 1918, la revue Kommunist* » - ed. Smolny, 2011 y « La oposición obrera » de Aleksandra Kollontai - ed. Seuil, 1974.

<sup>8</sup> Keynes es un economista británico. Su teoría, puesta en práctica durante la segunda mitad del siglo XX es que los mercados precisan de una intervención del Estado para encontrar su equilibrio. No pone para nada en tela de juicio la explotación capitalista.

<sup>9</sup> Ninguna organización del CNR lo revindica ; al contrario, el PCF y la CGT denuncian esas reivindicaciones.

<sup>10</sup> La Escuela Nacional de la Administración (ENA) es el arquetipo de la institución que forma ese tipo de « servidores del Estado », que son antes de todo servidores de ellos-mismos y de su clase social.

<sup>11</sup> Varios textos de la CFDT de la época pero también de organizaciones políticas (PSU, trotskistas, libertarios) tratan de lo que es presentado entonces como « experiencias autogestionarias » en Yugoslavia o en Argelia. Por supuesto, las críticas apuntan, con razón, muchas insuficiencias.

<sup>12</sup> Ver la película « Les Lip, la imaginación al poder » : [www.filmsduparadoxe.com/les-lip.html](http://www.filmsduparadoxe.com/les-lip.html)

estrategias de producción elegidas, del poder de decisión y de la gestión de los-las asalariados-as en las empresas. Quedaran a la cabeza los mismos equipos dirigentes inclusive en el sector bancario donde la carrera a la especulación terminara por con una cuenta salada para los contribuyentes (cf. los 100 billones de deuda del Crédit Lyonnais). El gobierno del PS/PCF se aleja hasta del programa común de la izquierda de los años 70 que preconizaba los consejos de talleres y de servicios por un control obrero de las empresas. Los liberales como los social demócratas utilizan la socialización de las perdidas como una transición antes que vuelva cuando lleguen las ganancias al sector privado. A semejanza de las políticas ultraliberales anglo-norteamericanas de Thatcher y Reagan cuya doctrina es restaurar « el orden espontaneo del Mercado », el gobierno « socialista » hará su giro liberal en 1983.

Las privatizaciones no van a para de encadenarse bajo los gobiernos de derecha como de izquierda, inclusive bajo el gobierno de Jospin (PS/PCF/Verts, de 1997 a 2002). El drama de la siderurgia francesa privatizada en 1996 es un de los símbolos. Otros sectores verán la participación del Estado bajar sin cesar et para que al final circunscripta a la energía, los transportes, el audiovisual publico, las telecomunicaciones, el Correo... a menudo cada vez mas parcialmente.

Esta contra revolución conservadora empezada en los años 1980, tomará en los 90 formas nuevas de dominación de la finanza sobre la esfera económica en su conjunto cuya búsqueda de máxima rentabilidad a corto plazo, conjugada a una creciente concentración de las empresas, lleva a una extensión de las privatizaciones y contra los servicios públicos una brutal ofensiva.

Tenemos que constatar que el balance de las privatizaciones es un costo social altísimo. A menudo, los Estados han “dado” las empresas publicas al sector privado. Este ultimo, guiado por la caza al beneficio inmediato, no le importa si son producciones nocivas para el medio ambiente y socialmente desastrosas para los-as asalariados-as. Y cuando, esta en quiebra, los estados lo sacan a flote, sin contrapartidas, y le pasan la cuenta a los pueblos, destruyendo el sector publico, como hoy es el caso con las políticas de austeridad instauradas en Europa inmediatamente después de la crisis económica y financiera del 2008. No son las medidas de B. Hamon sobre la economía social y solidaria, ni el proyecto de Hollande sobre la posibilidad, por los asalariados-as de la toma de las empresas beneficiarias, que cambiaran la dominación de la ley de mercado y la captación de los poderes de decisión por una oligarquía minoritaria.

## Socialización, autogestión : otro camino posible

Las preguntas que tenemos que hacernos son las del reparto de los frutos de las riquezas producidas y de la organización de la producción (lo que implica aquellas sobre su contenido, su utilidad social, sus implicaciones ecológicas, etc.)

La nacionalización de tal o cual sector, en la cual solo la forma jurídica de la propiedad cambia volviéndose estatal , no trastorna la lógica del sistema en su conjunto. En ciertos momentos, estas pueden permitir salvar los intereses de los-as asalariados-as ; pero una verdadera transformación social del sistema supone la socialización del conjunto de los medios de producción y de canje es decir el cuestionamiento de la propiedad privada, y del poder de decisión de los-as trabajadores-as, en el seno de las empresas pero también de manera mas amplia para « la administración de la sociedad ». Esto también implica un marco nacional de planificación de las futuras necesidades sociales, de los recursos dados para satisfacerlos, teniendo en cuenta imperativos ecológicos. La articulación de estas orientaciones, a escala nacional e internacional, con las necesidades locales, el de las empresas y de los sectores de actividad, plantea la pregunta del conjunto de la « cadena democrática » para asegurar la coherencia de lo que se elige para que sea en beneficio a la colectividad en su conjunto.

Mas allá de las diferentes palabras (autogestión, colectivización, socialización, ...), lo que entendemos por autogestión es que las clases sociales que producen la riqueza colectiva<sup>13</sup>, hoy sin poder, pueden administrar la economía (por lo tanto las empresas, los servicios, etc.) y la sociedad en general. Esto supone la apropiación colectiva directa de las herramientas de producción y de los medios de canje. Con esto, no queremos describir un modelo ideal para « después de la revolución », pero por una parte « construir a través de nuestras luchas de hoy la sociedad de mañana », y por otra parte crear las condiciones para que las luchas que realmente mueven las cosas se desarrolle.

<sup>13</sup> Es decir aquellas y aquellos que viven de su trabajo y no de la explotación del trabajo de los demás. Por otra parte, como fue indicado antes, aquí no tratamos el tema campesino ...

Planteados estos principios, la evolución del capitalismo y sus efectos sobre la estructuración del asalariado, nos obligan a repensar los términos del debate sobre estos temáticas. No estamos mas en los años 70 frente a un capitalismo aun en su mayoría patrimonial, familiar, con un poder de decisión único e identificado. La internacionalización del capital, los centros de poder opacos e incapturables, la interdependencia económica a escala planetaria, la dominación de las multinacionales sobre el conjunto de los sectores, de las PME<sup>14</sup>, y del mercado de las materias primas, implican redefinir el contenido de las respuestas alternativas y las estrategias sindicales y políticas.

La perspectiva de socialización de los sectores claves de la economía y autogestionados por los-as asalariados-as supone anticipar la cadena de condiciones económicas de producción y de repensarla mas allá de los muros de una sola empresa. En otros términos, la autogestión no es concebible organizándola empresa por empresa, sin perder en cuenta las interacciones entre numerosas entidades a lo largo de la producción de un producto o de un servicio. Es sin duda una de las razones que explica que « la aventura » autogestionaria surja raramente de las luchas de empresas, los-as asalariados-as ellos-as mismos-as evaluando las condiciones necesarias a su éxito. El carácter ultrajante, en su mayoría, reformista del movimiento sindical contemporáneo, el cual ya fue evocado, también es una explicación..

Esto no quiere decir que espacios de experiencias autogestionarias son imposibles, mismo bajo formas inacabadas como las SCOP<sup>15</sup> en Francia o mas finalizadas y mas numerosas como por ejemplo en Argentina (las empresas « recuperadas ») o la cooperativa obrera Mondragon del País Vasco del sur , de cualquier manera son en sectores y segmentos de mercado limitados. El modo de organización en SCOP permite rupturas importantes con el esquema dominante en la economía capitalista : sobre la propiedad, la jerarquía , el reparto de las tareas, etc. En otro registro, pero con la misma aspiración, el desarrollo de las AMAP (Asociación para mantener una agricultura campesina) plantea los temas de los circuitos cortos entre campesinos-as y consumidores-as, de la inutilidad de los grandes grupos predadores de la distribución pero también la calidad de los alimentos producidos y del apoyo a una agricultura que no sea de alta productividad.

En cuanto a « la economía social y solidaria », también llamada « tercer sector », si a veces traduce una aspiración a salir de las leyes del mercado, tiene sus contradicciones ; la gestión de estas entidades, como varios Comités de Empresa o de asociaciones, ya que están lejos de romper con el modelo dominante ! Ubicándose al margen del sistema y sin visión de conjunto, previa a la instrumentalización en un proceso de privatización de los servicios públicos, y en la recuperación mercante por las grandes cadenas de distribución como para el «comercio justo» .

Las experiencias que a través de los CE (algunas pocas !) o de las SCOP puedan ser realizadas mismo si útiles e interesantes , no son la autogestión en el sentido de un proyecto en su conjunto que tiene consecuencias en la totalidad de la sociedad, y pone en tela de juicio las relaciones entre clases sociales que conocemos. El proyecto autogestionario del cual nos reivindicamos rompe necesariamente con el sistema capitalista.

## Un sindicalismo internacionalista, en concreto

Para el sindicalismo el desafío es global : imponer un cambio sistemático, a escala nacional e internacional. Con respecto a eso, la construcción de luchas conjuntas entre asalariados-as de los grandes grupos funcionando en varios países, inclusive a nivel europeo, se tiene que convertir en un objetivo prioritario ; el desarrollo de redes sindicales « lucha de clases » a escala internacional, o aun la perennidad de los foros sociales europeos y mundiales, ellos también son decisivos.

Existen herramientas, como la Red sindical internacional de solidaridad y de luchas, redes que se organizan en varios sectores profesionales ; pero solo nos serán útiles para construir las rupturas políticas y sociales que queremos, si nuestros colectivos sindicales de base (sindicatos, secciones sindicales) se adueñan de ellas, las hacen vivir, las banalizan junto a la masa de asalariados-as. Sino, solo sirven para no tener cargo de conciencia internacionalista, sin real efecto sobre la lucha de clases, por tanto sin consecuencia sobre las relaciones sociales y el sistema capitalista !

<sup>14</sup> PME : Pequeñas y Medianas Empresas.

<sup>15</sup> SCOP : Sociedades cooperativas y participativas. La denominación oficial hasta el 2010 era « sociedad cooperativa obrera de producción ».

## **Trabajadores-as, usuarios, consumidores-as, ciudadanos-as...**

Otra desafío para el sindicalismo es el de la concepción del sujeto social, actor de esta perspectiva de transformación social : es este, en su visión mas restrictiva, la clase obrera ? Es este los asalariados-as (que tengan un empleo, estén desempleados-as, en formación o jubilados-as) ? Cuales son las relaciones con los campesinos-as ? Con los artesanos-as ? La gran mayoría del sindicalismo aun esta impregnada de una concepción restrictiva de las bases sociales de la democracia económica y social. El sindicalismo no debe seguir pensando que las fuerzas dinámicas de la transformación social solo son aquellas que juegan un rol de productores-as y desde el sitio cerrado de la empresa, pero bien aprehender este tema de manera transversal, a su vez en toda su dimensión interprofesional sino que también por la articulación y el empalme entre los momentos en los cuales somos usuarios, asalariados-as, ciudadanos-as ; aquí este ultimo se refiere al lugar de los-as trabajadores-as en « la ciudad », sin referencia a una definición que se limitaría a la heredada de la república burguesa de 1789.

La coherencia de lo que es elegido para la economía, de las finalidades de producción de bienes comunes, necesita una visión global que supera los intereses de una sola comunidad de producción o de servicio. Transformar el conjunto de las relaciones sociales supone de ir mas allá de la cuestión de la apropiación social de los medios de producción y de desarrollar una reflexión sobre los temas de la democracia social, la ciudadanía y la igualdad para salir de la figura única del productor emancipado. Claro que con modestia y con todas sus insuficiencias, las campañas de boicot de los productos (como Danone en el 2001<sup>16</sup>), del « voto ciudadano » contra la privatización del Correo, o aun las luchas sindicales internacionales para el derecho a la salud, para la defensa del servicio publico ferroviario, son unas tantas ilustraciones de alianzas necesarias de fuerzas sociales complementarias.

Hace poco, la pertinencia de la propiedad de las empresas fue planteada de nuevo. Los sindicatos CGT y CGC de *Fralib*, en Géménos tiene un proyecto de retomar la producción del té *Elephant/Lipton*. La multinacional *Unilever* bloquea, negándose a ceder la marca *Elephant*. Mas allá de la voluntad de quebrar el colectivo de trabajadores-as que luchan contra la decisión patronal, lo que esta en juego para la multinacional es impedir de dejar vivir un proyecto que responde a temas de fondo tales como el de las delocalizaciones, del desarrollo de la producción local, de los métodos de producción, en fin, de la transición ecológica.

En Florange, es otra multinacional, *Arcelor-Mittal*, que renegó sus compromisos e hizo que el gobierno renunciara enseguida después de haber anunciado tímidamente una posible nacionalización parcial y temporaria...

Sobre PSA, escribíamos en agosto del 2012 en un panfleto nacional Solidaires : « Se tiene que abrir un debate con los-as asalariados-as concernidos pero también con la población en su conjunto planteando los temas de la socialización, del control hecho por los asalariados-as sobre lo que ellos-as producen, sobre la utilización de la plusvalía conseguida, sobre las inversiones útiles a la sociedad... Estos puntos se plantean para el sector automóvil como para los otros sectores productivos ». En realidad, los huelguistas de PSA jamas han considerado de forma colectiva retomar la producción, mismo siendo acompañada por una propuesta de reconvertirse ; un tal proceso supone un trabajo sindical previo, durante un periodo largo.

La ausencia de reflexión colectiva sobre una gestión distinta, y mas preciso sobre una posible autogestión, debilita las perspectivas emancipadoras de los movimientos.

## **Contra-poderes a anclar en el cotidiano**

El tema de los contra-poderes en la empresa, pero no solo en la empresa<sup>17</sup>, es esencial. Es uno de los ejercicios de « gimnasia revolucionaria » del cual hablaban los sindicalistas revolucionarios del comienzo del siglo XX. Ya que no se trata de limitarse a los contra-poderes pero de construir por ahí , inclusive , una dinámica que llegue a plantear el tema del poder, de su forma, de su ejercicio, de su realidad, de su utilidad ... y estamos de vuelta en el debate de la autogestión.

<sup>16</sup> Acción hecha para apoyar los-as asalariados-as de LU-Danone en lucha contra los despidos.

<sup>17</sup> Recuperación y liquidación judicial son el origen de la mayor parte de los despidos aun mas que los « planes sociales ». No tendría el sindicalismo interprofesional que preguntarse sobre la latitud que deja a los patrones, a través de los tribunales de comercio, de así decidir solos del destino de los-as trabajadores-as ?

Nuestras consignas y reivindicaciones sobre la redistribución de las riquezas producidas, la disminución masiva del tiempo de trabajo, el derecho al voto de los-as representantes de los-as trabajadores-as en los Comités de Empresas, la requisición de los empleos, de la apropiación colectiva de las empresas que cierran, etc., se articulan plenamente con estas reflexiones. Aplicables en la situación presente, por consiguiente en el marco del sistema capitalista, todo esto puede ser acusado de « reformismo ». Pero es la relación dialéctica<sup>18</sup> con las luchas que puede darle un carácter revolucionario. La construcción de la relación de fuerzas y de los movimientos de masa que de frente se oponen al sistema que rige, por lo tanto el fortalecimiento de las herramientas sindicales que llevan esta dinámica, son inevitables para pasar de debates abstractos a la práctica concreta.

De la misma manera, la autogestión no tiene que ser una noción que quede abstracto para la mayoría de los-as trabajadores-as. En un proceso de credibilidad de nuestras aspiraciones autogestionarias, sería útil que los colectivos sindicales trabajen sobre lo que podría significar en su propio sector (como ya fue indicado, no se trata de autarquía)

Se puede concebir esto relativamente fácil para una empresa con una mono-actividad, mismo si esto lleva a cuestionarse sobre temas como la utilidad o no de la jerarquía, las modalidades de decisión colectiva, las relaciones entre los servicios, la no-oposición entre autogestión y a veces « comando » técnico, etc. Siendo que en empresas más importantes, en servicios en red (transportes, energía, etc.), es bien más complejo ; razón de más para trabajar desde ya.

No queremos construir « un esquema ideal cortado de todas las realidades » pero aprender juntos, construir juntos, tornar creíble la perspectiva de la autogestión por lo tanto de cambio fundamental de la organización de la sociedad.

Lo hemos dicho : tal como entendemos la autogestión, ella no se resume a la gestión directa por los-as asalariados-as de cada uno de su lugar de trabajo. Al contrario, tiene que anclarse en ese nivel. **Estamos « en casa » en nuestras empresas, nuestros servicios, nuestros lugares de trabajo !** Esta afirmación puede parecer ingenua e apolítica ; esta lejos de serlo. Es teniendo confianza en que están en su « buen derecho » (no en el sentido de derecho legal burgués) decidiendo juntos lo que ellos y ellas hacen en el laburo que los-as trabajadores-as osaran acciones más radicales en el sentido que pondrán en tela de juicio principios presentados hasta ahí como evidencias : la jerarquía, las diferencias de remuneración, las directivas que no corresponden al trabajo real, etc. Re-apropiarse colectivamente de nuestros lugares de trabajo es una acción sindical a primera vista reformista que tiene un alcance radical y revolucionario.

## Autogestión de las luchas

La puesta en práctica de una concepción auto gestionaría de la sociedad también concierne las prácticas sindicales en el seno de los sindicatos y en las luchas. Toda concepción piramidal de las tomas de decisiones está a las antípodas de un proyecto autogestionario. Varias organizaciones sindicales se consideran como la plana mayor, las cabezas pensantes, a las cuales los actores y las actrices de los movimientos sociales se tienen que someter.

Romper con esta concepción y favorecer las formas de democracia directa (asambleas generales de toma de decisiones lo más cerca posible de los colectivos de trabajo, comités de huelga, asambleas generales interprofesionales, coordinaciones...), es obrar al aprendizaje de la autogestión en una perspectiva más global, también es elegir la democracia en las luchas, favoreciendo así su autonomía con relación a todas las fuerzas exteriores (políticas, estatales, gubernamentales...) que pretendan dirigirlas.

La autogestión de las luchas es exigente : para que las reivindicaciones, las formas y el periodo de una huelga, la eventual coordinación con otros sectores, el control de las negociaciones, etc., se inscriben realmente en la democracia obrera de la cual nos reivindicamos , por ejemplo las asambleas generales (o comités de huelga etc.) tienen que ser realmente representativas de los-as asalariados-as en lucha.

---

<sup>18</sup> Las reivindicaciones tienen su propio alcance. Las luchas tienen su dinámica. Pero las dos se influencian recíprocamente y crean una situación nueva que conviene de nuevo analizar para actuar de la manera más eficaz posible.

# **Apoyarse sobre la experiencia colectiva , estar disponibles a lo inesperado**

La historia del sindicalismo es atravesada por procesos de recomposición a prueba de la lucha de clases y de acontecimientos políticos y sociales que le da ritmo. Estos son procesos largos pero la unión sindical Solidaires debe jugar un rol central en la recomposición sindical de mañana para que esta ofrezca al conjunto del asalariado una alternativa al « sindicalismo de acompañamiento ».

No concebirse mas como un simple contra-poder, pero colocarse como una fuerza que lleva un proyecto de sociedad frente al capitalismo es una de las condiciones para invertir la relación de fuerzas y volver a dar la posibilidad de que haya otro mundo. El internacionalismo es parte integrante de este proceso.

Como conclusión, si nadie puede pretender ni tener un modelo de un proceso de transformación social llave en mano, ni el marco acabado de una organización social autogestionaria, empezar a hacerse algunas preguntas fundamentales es tratar de contestarlas. Y sobretodo, la historia nos enseña que los movimientos sociales producen ellos mismos las nuevas herramientas de la transformación social.

Estar atentos a las nuevas formas de organización colectiva y disponible a lo inesperado , es ser fiel a la lucha de la emancipación social.

El 30 de agosto del 2013

*Catherine Lebrun  
Christian Mahieux*

## Bibliografía (muy somera...)

- Obra colectiva « Autogestion, hier, aujourd’hui, demain » - ed. Syllepse, 2010.
- Pierre Bourdieu « La noblesse d'état. Grandes écoles et esprit de corps » - ed. de Minuit, 1989.
- Contre Temps « Propriété et pouvoirs » - ed. Textuel, 2002.
- Fondation Copernic « L'appropriation sociale » - ed. Syllepse, 2001.
- Franck Mintz « L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire » - ed. Maspéro 1976
- « Moscou 1918, la revue Kommunist » - ed. Smolny, 2011.
- Thomas Coutrot « Démocratie contre capitalisme » - ed. La Dispute, 2005.

Otras bibliografías disponibles (muy completas...)

<http://alterautogestion.blogspot.fr/p/bibliographies-autogestion.html>

<http://www.autogestion.asso.fr/wp-content/uploads/2012/05/bibliographie-20120523.pdf>

Sitios web :

- Association pour l'autogestion : [www.autogestion.asso.fr](http://www.autogestion.asso.fr)
- Foire à l'autogestion : [www.foire-autogestion.org](http://www.foire-autogestion.org)
- Alter autogestion : <http://alterautogestion.blogspot.fr>
- Autogestion.coop : [www.autogestion.coop](http://www.autogestion.coop)

# **Para una educación cooperativa, anti-jerárquica y politécnica**

SUD éducation – Solidaires

La unión sindical Solidaires es una organización interprofesional que reúne sindicatos y federaciones de los sectores privados y públicos. Luchamos por un movimiento sindical fuerte, unitario, ofensivo, independiente, anticapitalista, internacionalista, ecologista e feminista.

Fuimos a la iniciativa de la Red sindical internacional de solidaridad y de lucha, y como lo hemos dicho ayer, la cuestión de la autogestión obrera y social, o sea en la producción pero también en los servicios públicos es central en nuestro proyecto de transformación social.

Nuestra visión del sindicalismo es luchar al mismo tiempo por reivindicaciones inmediatas de las y los trabajadores (salarios, condiciones de trabajo...) pero también para una ruptura con el sistema capitalista que vive de la explotación, las desigualdades y la precariedad.

Nuestra federación SUD éducation reúne todos los trabajadores de la educación sin distinción de oficio, desde el nivel inicial hasta la universidad. Es una organización democrática, donde las decisiones se toman en asambleas generales y defendemos la autogestión de las luchas y del movimiento social en general. También somos un sindicato de lucha que rechaza la cogestión y las negociaciones que legitiman las contra-reformas liberales.

La educación no podrá tener un cambio radical si un cambio radical de la sociedad. Pero mientras, en nuestras luchas actuales, necesitamos referencias claras para actuar en la escuela tal como esta.

## **1. PARA PRACTICAS ANTI-JERÁRQUICAS Y COOPERATIVAS EN LA EDUCACIÓN**

Dentro del sistema escolar, denunciamos el sistema jerárquico que genera sufrimiento, impide el trabajo colectivo y suscita comportamientos individualistas. Por lo tanto, es indispensable luchar en contra y construir la autogestión para permitir la transformación de la organización del trabajo en colectivo.

Además de la cuestión laboral, la escuela debe ser cooperativa con los alumnos, desarrollando pedagogías activas y métodos de aprendizaje que permiten el apoyo mutuo entre alumnos en vez de favorecer la competencia y el elitismo.

### **- Autogestión en la gestión de las escuelas**

Se trata de generalizar un funcionamiento colectivo que permite deshacerse de la dirección y donde las decisiones sean discutidas entre pares. Así, la idea es construir instancias de decisiones colectivas donde todas y todos los trabajadores sean al mismo nivel, que sean maestros, educadores, administrativos, obreros, empleados de limpieza...

Todas las decisiones no pueden ser debatidas por todo el mundo al mismo tiempo, y todas las decisiones no tienen siempre que ver con todos los y las trabajadoras. Se trata de encontrar los momentos y los lugares donde cada una y uno pueda participar en las decisiones que les incumbe.

Estas reuniones deben llevarse a cabo en la mayoría de los casos en pequeño grupo para facilitar la palabra y la calidad de los debates, y todos los debates deben ser accesibles a todas y todos después de las reuniones.

También es indispensable cuidar a que las decisiones tomadas sean aplicadas y por lo tanto nombrar mandatarios para llevarlas a cabo. Estos mandatos deben tener una duración limitada y ser revocables con el fin de no volver a crear una jerarquía.

## - La división del trabajo y el estatuto único

La instancias democráticas no bastan para que un colectivo de trabajo tome decisiones realmente compartidas. También es indispensable que cada una y uno tenga los mismos derechos y el mismo sueldo. Cada trabajadora y trabajador debe tener un conocimiento el mas amplio posible de la escuela para comprender todos las apuestas. Por eso es importante pensar en la polivalencia de las y los trabajadores, con un tiempo específico que tiene que ver con las especialización de cada una y uno y otro con tareas compartidas entre todas y todos con capacitación interna cuando es necesaria.

Estamos en contra de la división social del trabajo y por eso reivindicamos un estatuto único que preserva los oficios pero que también afirma la igualdad.

## Y ahora mismo, cuales prácticas autogestionadas ?

El camino puede parecer largo antes de llegar a una escuela autogestionada. Pero desde ahora se tiene que preparar al cambio.

Existen ya experiencias de democracia directa en Francia. Varias escuelas ponen en práctica estos principios como son el Lycée expérimental de Saint-Nazaire, lycée autogéré de Paris, collège Clissthène à Bordeaux y otros más... Las vías son diversas y cada una tienen su modo, a diferentes niveles de autogestión. Lo que sí, es que todas experimentan formas de autogestión a través de las asambleas generales regulares, consejos de escuela, grupos de base, comisiones de trabajo, mandatos de miembros del colectivo... donde las decisiones son discutidas, compartidas así como parte de la gestión de la escuela.

Organizar y gestionar una escuela necesita capacidades técnicas, costumbres de debates y de tomas de decisiones colectivas que no se inventan de un día para otro. Eso se puede poner en práctica en numerosas ocasiones desde ahora en la mayoría de las escuelas :

- los consejos de administración son una ocasión de crear trabajo colectivo cuando son preparados en asambleas generales. Permiten debatir sobre la gestión administrativa y financiera de las escuelas y las toma de decisiones (aunque no se aplican por la administración actual)
- los proyectos pedagógicos también permiten crear trabajo colectivo para construirlos y llevarlos a cabo. Pueden provocar debate sobre el trabajo mismo, pero también hacia el impacto sobre los alumnos y las y los trabajadores. Es una forma de reflexionar sobre la articulación entre la libertad de cada una y uno y el interés colectivo.
- a veces, la incompetencia y el autoritarismo de una dirección puede dar la ocasión de trabajar en colectivo para llevar a cabo un proyecto alternativo y autogestionado de la escuela.
- se puede también, como los hacemos, luchar para reivindicaciones intermedias : pedir la supresión de las evaluación de los maestros (cuyo objetivo es dividirnos y maltratarnos), el reconocimiento de espacios de tomas de decisiones colectivas como consejos de trabajadores y de usuarios (padres y alumnos) que tengan realmente poder de decisión dentro de las escuelas, multiplicar la capacitación de todas y todos sobre el tema de la autogestión.

En realidad, se trata, en donde sea posible, de generar conciencia colectiva de todos los aspectos de la organización del trabajo de las escuelas, de meterse en todas la fallas del sistema escolar actual para permitir a las y los trabajadores de decidir y actuar de forma colectiva. Para ello, la organización regular de asambleas generales o de consejos estructurados es indispensable.

Estas experimentaciones de autogestión de pequeña escala también sirven para las luchas porque permiten a las y los trabajadores de apropiarse de su herramienta de trabajo y sentirse responsable de su espacio de trabajo. Se aprende a luchar en contra de la ideología dominante y prepara a un cambio mas radical del sistema educativo.

## Reflexión general sobre el sistema de servicio público de educación

Reflexionar en la autogestión en las escuelas no puede hacerse si una reflexión general sobre lo que sería una organización autogestionada del servicio público de educación en general que debe tomar en cuenta las y los trabajadores así como las y los usuarios.

No podemos pensar que tal o cual escuela sea autogestionada dentro de un sistema de servicio público fuertemente jerarquizado o centralizado. Eso sería la misma contradicción que conduce las cooperativas autogestionadas a tener que soportar los efectos de la competencia impuesta por el mercado.

Así que debemos tener como meta un funcionamiento autogestionado de todo el servicio público de educación.

La escuela no se limita a la transmisión de saberes. De hecho, siempre ha jugado un papel de integración social y cultural. Por ello debemos rechazar por completo todo financiamientos públicos para escuelas privadas y pedir la confiscación sin indemnidad y sin compra de todas las escuelas y centros de estudios privados.

## 2. PARA UNA EDUCACIÓN COOPERATIVA Y POLITÉCNICA

Las pedagogías cooperativas llevan un modelo educativo de emancipación de cual nos reivindicamos. Política y pedagogía no pueden ser separadas. Uno de nuestros lemas es "otra escuela para otra sociedad".

La disociación entre pedagogía y política actual es nefasta. Las organizaciones sindicales reformistas tratan de usar las pedagogías cooperativas quitándoles el proyecto político que les da sentido. Sabemos la capacidad que tiene el liberalismo para desviar y malversar ideologías y discursos a su favor.

Nuestro sindicalismo lucha para un proyecto de cambio social que lleva consigo el gran interés para las pedagogías cooperativas.

A través de las pedagogías cooperativas, se trata de desarrollar la autonomía de los alumnos, su capacidad de rebasar sus dificultades, su capacidad crítica, su apropiación del conocimiento, y finalmente de ayudarlos a escoger lo mejor para ellas y ellos en función de sus intereses, desarrollando el trabajo de grupo, la solidaridad entre alumnos, los proyectos creativos y culturales, es decir, todo lo contrario de la escuela utilitaria e individualista que nos imponen.

Por eso la escuela debe ser abierta y cooperativa, permitiendo desarrollar pedagogías activas donde los alumnos sean actores de su formación, de forma colectiva.

Pero no podemos concebir las pedagogías cooperativas y la autogestión sin tener una reflexión de fondo sobre la evaluación de los alumnos. Es por eso que nos oponemos al desarrollo de la evaluación individual por competencia cuyo objetivo es la jerarquización de los individuos para poder emplearlos mejor luego.

Ademas, tenemos que reflexionar sobre la relación de sumisión de los alumnos hacia los adultos. El funcionamiento autoritario y arbitrario nos parece una contradicción mayor que tenemos que rebasar.

### **Cuales reivindicaciones en cuestión de pedagogías cooperativas ?**

- reivindicamos la libertad pedagógica y programas que favorezcan la experimentación, la capacidad crítica, la cooperación, la democracia a todos los niveles de la escuela, de la clase...
- programas que no jerarquicen los diferentes tipos de conocimientos y tiempos para las prácticas artísticas, culturales y deportivas.
- reivindicamos la capacitación abierta a todos los y las trabajadores sobre el tema de las pedagogías

cooperativas.

Sin embargo, las prácticas cooperativas no se paran a la salida de la clase. Reivindicamos también la implicación de todas y todos los trabajadores en el aprendizaje de los alumnos. Porque todas y todos las y los trabajadores tienen saberes, podemos imaginar proyectos cooperativos con todas y todos que sean maestros y maestras o no. Todas y todos participamos en la educación de los alumnos dentro de las escuelas.

La escuela que construimos tiene que llevar a las y los alumnos a un nivel de conocimientos y de reflexión que les permita vivir libremente y de forma solidaria para la transformación de la sociedad.

Así que esta escuela debe antes que todo intentar de rebajar las desigualdades sociales. Por eso se deben incluir dentro de las escuelas a las y los alumnos descapacitados o con dificultades de todo tipo con estructuras adaptadas. En ninguno caso debemos aceptar lugares separados concebidos en términos de jerarquía de formación.

Defendemos una educación que reconozca todo el valor de las capacitaciones prácticas y manuales, para todas y todos, desde chiquito, tanto como se da valor a las capacitaciones "teóricas", de cultura general. Dicho de otra forma, los talleres filosóficos deben existir desde la primaria y en todas las formaciones después así como talleres de jardinería, de ingeniería, de construcción etc.

Pensamos que la educación debe ser única desde el principio hasta el bachillerato y tratamos de avanzar sobre un proyecto de formación general y politécnica para todas y todos para compartir un mejor conocimiento de las necesidades y los intereses de los diferentes cuerpos de trabajos.

La escuela no es una empresa, la educación no es una mercancía

Para una educación emancipadora, cooperativa y politécnica.

**International trade union network of solidarity and struggle**

**Réseau syndical international de solidarité et de luttes**

**Rede Sindical Internacional de solidariedade e de lutas**

**Red sindical internacional de solidaridad y de luchas**

**Rete sindacale internazionale di solidarietà e di lotta**

[www.laboursolidarity.org](http://www.laboursolidarity.org)

## **Les capitalistes nous coûtent cher : autogestion ouvrière et sociale !**

*Nous commençons ce débat au sein de notre Réseau et partons de diverses expériences sur l'autogestion et le contrôle ouvrier : depuis la gestion des fabriques occupées, l'organisation et/ou la création de coopératives, la production collective à la campagne,...jusqu'à d'autres expériences non nécessairement liées à la production mais à la vie quotidienne comme l'occupation des espaces publics et d'autres de logement collectif, un centre social de quartier, des potagers communautaires, des laveries communes, la participation à la décision des budgets municipaux, les assemblées populaires , les centres médicaux socialisés,... Tout ce débat et toutes ces réalités justifient que dans le texte nous utilisions l'expression « autogestion ouvrière et sociale ».*

Notre conception du syndicalisme de lutte et transformation sociale fait de l'autogestion ouvrière et sociale un point central. La socialisation des ressources économiques est déterminante vis-à-vis de la question du pouvoir dans la société de classes. Ce sont les travailleurs et les travailleuses qui produisent les richesses dans les processus productifs, de distribution et de reproduction mais les capitalistes et les classes dirigeantes se les approprient. La socialisation des ressources économiques impose une rupture et une transformation radicale dans la façon de s'organiser socialement : égalité, solidarité, liberté et coopération contre la compétitivité...

**Nous défendons la socialisation des biens et des services publics et privés** ; il s'agit par là de réaliser concrètement le droit à l'égalité entre tous et toutes. Pour aller vers cette socialisation, nous devons proposer explicitement leur autogestion, c'est-à-dire leur contrôle par la classe ouvrière (ce qui implique d'y travailler dès aujourd'hui) ; Il s'agit d'imposer par la lutte des avancées en ce sens.

**Nous soulignons l'importance de conquérir et développer des contre pouvoirs sur les lieux de travail et de vie.** Il y a un lien décisif entre ces contre pouvoirs quotidiens et la construction autogestionnaire.

La gestion directe d'entreprises, dans la société actuelle (notamment sous forme de coopératives) peut être une réponse aux licenciements décidés par le patronat, rappelle que celui-ci n'a aucune légitimité à s'accaparer ce que nous, nous produisons ; elle nous permet de construire des expériences vers la transformation sociale. Cette expérience de l'exercice du pouvoir dans les lieux de travail est également un progrès au niveau de la conscience de ceux et celles qui produisent : travailleurs et travailleuses peuvent construire et faire vivre une société juste, libre, égalitaire, solidaire, sans exploitation. Mais la transformation sociale implique une rupture avec le système capitaliste. **La socialisation, ne se réduira pas à une addition de coopératives.**

Nous avons besoin d'objectifs intermédiaires. Prolongement de pratiques, de revendications, de construction de contre pouvoirs qui affectent tous les aspects de l'organisation sociale, de la vie quotidienne et du travail.

Il y a un lien, un chemin entre nos revendications, nos luttes, nos pratiques d'aujourd'hui et l'autogestion. L'autogestion est présente dans les luttes, les mouvements auxquels nous participons et nos syndicats.

**Notre projet se concrétise dès aujourd'hui par l'exigence d'une autre répartition des richesses et du travail, par la revendication d'une production qui réponde aux nécessités de la société (ce qui suppose de prendre en compte les impératifs écologiques, la reconversion de certaines activités, l'utilité sociale de la production).**

Généraliser dès maintenant et partout où c'est possible des pratiques autogestionnaires, c'est ouvrir le chemin vers la transformation sociale.

*A partir de ces points, de nos discussions et de nos échanges, le réseau poursuivra un travail de débats et d'ancrage dans ses pratiques des conceptions autogestionnaires ouvrières et sociales qui nous sont communes et que nous voulons étendre.*

Plusieurs des organisations membres du Réseau publient régulièrement des tracts, journaux, affiches, autocollants qui rappellent cette évidence trop souvent masquée par d'autres organisations syndicales, toujours combattue par le patronat et ses allié-es, et parfois oubliée par nous-mêmes car nous sommes trop pris par les réponses immédiates aux perpétuelles attaques patronales : **les capitalistes nous coutent cher !**

---

**Réaffirmer cela, c'est replacer notre combat syndical dans sa perspective historique et rappeler nos aspirations fondamentales.**

---

**Le « coût du travail » est un argument patronal fallacieux ; ce qui couté à la société, c'est le capitalisme et les capitalistes.**

---

La campagne du Réseau syndical international de solidarité et de luttes s'appuiera à la fois :

- ⇒ sur du matériel « d'agitation » produit régulièrement sous formes notamment d'**affichettes** à reprendre en l'état ou à intégrer dans des journaux ou bulletins syndicaux, d'**affiches** et d'**autocollants**.
- ⇒ et sur du matériel de fond à travers différents **tracts évoquant les couts humains, sociaux, environnementaux, etc., des capitalistes**

Cette campagne doit pouvoir être menée aussi bien par nos organisations professionnelles, tant dans le **secteur public** que dans le **secteur privé** et aussi par nos organisations **interprofessionnelles territoriales**.

Pour favoriser une meilleure visibilité, un logo spécifique sera travaillé pour être mis sur les différentes publications de la campagne, mais aussi celles de chacune de nos organisations entrant dans ce champ.

**Un groupe de travail est mis en place au sein du Réseau, afin de faire de premières propositions en septembre 2015, afin de pouvoir valider une série de premiers matériels (logo, affichettes, affiches, tracts, autocollants...)**

---

**Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte**

**Organisations syndicales nationales interprofessionnelles**

- Central Sindical e Popular Conlutas (**CSP-Conlutas**) - Brésil.
- Confederación General del Trabajo (**CGT**) - Etat espagnol.
- Union syndicale Solidaires (**Solidaires**) - France.
- Confédération Générale du Travail du Burkina (**CGT-B**) - Burkina.
- Confederation of Indonesia People's Movement (**KPRI**) - Indonésie.
- Confederación Intersindical (**Intersindical**) - Etat espagnol.
- Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (**SNAPAP**) - Algérie.
- Batay Ouvrière - Haïti.
- Unione Sindacale Italiana (**USI**) - Italie.
- Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière (**CNT SO**) - France.

- Sindicato de Comisiones de Base (**CO.BAS**) - Etat espagnol.
- Organisation Générale Indépendante des Travailleurs et Travailleuses d'Haïti (**OGTHI**) - Haïti.
- Sindacato Intercategoriale Cobas (**SI COBAS**) - Italie.
- Confédération Nationale du Travail (**CNT-f**) - France.
- Intersindical Alternativa de Catalunya (**IAC**) - Catalogne.
- Union Générale des Travailleurs Sahraouis (**UGTSARIO**) - Sahara occidental.
- Ezker Sindikalaren Konbergentzia (**ESK**) - Pays basque.
- Confédération Nationale de Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (**CNTS/FC**) - Sénégal.
- Independent Trade Unions for Egyptian Federation (**EFITU**) - Egypte.
- Sindacato Autorganizzato Lavoratori COBAS (**SIAL-COBAS**) - Italie.
- General Federation of Independent Unions (**GFIU**) – Palestine.
- Confederación de la Clase Trabajadora (CCT) – Paraguay.
- Red Solidaria de Trabajadores – Perou

#### **Organisations syndicales nationales professionnelles**

- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (**RMT/TUC**) - Grande-Bretagne.
- Centrale Nationale des Employés – Confédération Syndicale Chrétienne (**CNE/CSC**) - Belgique.
- Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (**SINALTRAINAL/CUT**) - Colombie.
- Fédération Générale des Postes, Telecom et Centres d'appel - Union Générale Tunisienne du Travail (**FGPTT/UGTT**) - Tunisie.
- Trade Union in Ethnodata - Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector - Grèce.
- Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (**SYNTRASEH**) - Bénin
- Sindicato dos Trabalhadores da Fiocruz (**ASFOP-SN**) – Brésil.
- Organizzazione Sindacati Autonomi e di Base Ferrovie (**ORSA Ferrovie**) - Italie.
- Union Nationale des Normaliens d'Haïti (**UNNOH**) - Haïti.
- Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (**CUB SUR**) - Italie.
- Confederazione Unitaria di Base Immigrazione (**CUB Immigrazione**) - Italie.
- Coordinamento Autorganizzato Trasporti (**CAT**) - Italie.
- Confederazione Unitaria di Base Credito e Assicurazioni (**CUB SALLCA**) - Italie.
- Syndicat des travailleurs du rail - Union Nationale des Travailleurs du Mali (**SYTRAIL/UNTM**) – Mali.
- Gıda Sanayii İşçileri Sendikası - Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (**GIDA-İŞ/DISK**) - Turquie.
- Syndicat National des Travailleurs du Petit Train Bleu/SA (**SNTPTB**) - Sénégal.
- Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (**ANFACSS**) - Panama.
- Conseil des Lycées d'Algérie (**CLA**) – Algérie.
- Confederazione Unitaria di Base Trasporti (**CUB Trasporti**) - Italie.
- Syndicat de l'Enseignement Supérieur Solidaire (**SESS**) – Algérie.
- Palestinian Postal Service Workers Union (**PPSWU**) – Palestine.
- Union Syndicale Etudiante (**USE**) – Belgique.
- Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (**STCC**) – Portugal.
- Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (**Sinutapetrolgas**) – Venezuela.
- Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Publicos – Mexique.
- Canadian Union of Postal Workers / Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (**CUPW-STTP**) – Canada.

#### **Organisations syndicales locales**

- Trades Union Congress, Liverpool (**TUC Liverpool**) - Angleterre.
- Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (**ORMA Brescia**) - Italie.
- Fédération syndicale SUD Service public, canton de Vaud (**SUD Vaud**) - Suisse
- Sindicato Unitario de Catalunya (**SU Metro**) - Catalogne.
- Türkiye DERİ-İŞ Sendikası, Tuzla et Izmir (**DERİ-İŞ Tuzla et Izmir**) - Turquie.
- L'autre syndicat, canton de Vaud (**L'autre syndicat**) - Suisse
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Ville de Bruxelles (**CGSP/FGTB Bruxelles**) - Belgique
- Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (**IG Metall Berlin**) – Allemagne
- Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahia Blanca -**(SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahia Blanca)** – Argentine
- Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT – Argentine.
- UCU University and College Union, University of Liverpool (**UCU Liverpool**) - Angleterre.

#### **Organisations syndicales internationales**

- Industrial Workers of the World - International Solidarity Commission (**IWW**)

#### **Courants, tendances ou réseaux syndicaux**

- Transnationals Information Exchange Germany (**TIE Germany**) - Allemagne.
- Emancipation tendance intersyndicale (**Emancipation**) - France.
- Globalization Monitor (**Gmo**) - Hong Kong.
- Courant Syndicaliste Révolutionnaire (**CSR**) - France.
- No Austerity - Coordinamento delle lotte - Italie.
- Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (**SSTI**) - France.
- Basis Initiative Solidarität (**BASO**) - Allemagne.
- LabourNet Germany - Allemagne.
- Resistenza Operaia - operai Fiat-Irisbus - Italie.

**International trade union network of solidarity and struggle**

**Réseau syndical international de solidarité et de luttes**

**Rede Sindical Internacional de solidariedade e de lutas**

**Red sindical internacional de solidaridad y de luchas**

**Rete sindacale internazionale di solidarietà e di lotta**

[www.laboursolidarity.org](http://www.laboursolidarity.org)

## **¡Los capitalistas nos cuestan caro!: ¡autogestión obrera y social!**

*Iniciamos este debate en nuestra Red y partimos de diversas experiencias sobre autogestión y control obrero: desde la gestión de las fábricas ocupadas, la organización y/o creación de cooperativas, la producción colectiva en el campo,...hasta otras experiencias no necesariamente vinculadas a la producción pero sí a la vida cotidiana como la ocupación de espacios públicos y otros de vivienda colectiva, un centro social de barrio, los huertos comunitarios, las lavanderías comunes, la participación en la decisión de los presupuestos municipales, las asambleas populares, los centros médicos socializados,... Todo ese debate y todas esas realidades justifican que en el texto utilicemos la expresión « autogestión obrera y social ».*

Nuestro concepto de sindicalismo de lucha y transformación social hace de la autogestión obrera y social un punto central. La socialización de los recursos económicos, incide de manera determinante en la cuestión del poder en la sociedad de clases. Son los trabajadores y trabajadoras, en los procesos productivos, de distribución y de reproducción, quienes producen la riqueza y, por contra, son los capitalistas y las clases dirigentes, quienes se apropián de la misma. La socialización de los recursos económicos impone una ruptura y una transformación radical de la forma de organizarse socialmente: igualdad, solidaridad, libertad y cooperación contra competitividad,...

**Defendemos la socialización de los bienes y servicios, públicos y privados.** Se trata con ello de materializar el derecho a la igualdad social. Para ir hacia esta socialización, debemos proponer, explícitamente, su autogestión o sea, su control por las clases asalariadas (lo que implica trabajar en ello desde hoy). Se trata de imponer, a través de la lucha, avances en esta dirección.

**Subrayamos la importancia de conquistar y desarrollar la autogestión, el control por los trabajadores y trabajadoras (como el control obrero u otras formas que se puedan lograr) en los lugares de trabajo y de vida.** Existe un hilo vinculante decisivo entre estos contrapoderes cotidianos y el desarrollo de la autogestión.

La gestión directa de las empresas por los trabajadores y trabajadoras, dentro de la sociedad actual (principalmente bajo la forma de cooperativas) puede ser una respuesta a los despidos decididos por la patronal y recuerda que no hay legitimidad alguna en acaparar lo que nosotros producimos. Además permite acumular experiencias hacia la transformación social. Esa experiencia de ejercicio del poder en los lugares de trabajo resulta también un progreso en el nivel de conciencia de quienes producen: demostrar que los trabajadores pueden construir y dirigir una sociedad justa, libre, igualitaria, solidaria, sin explotadores ni explotados. Esto implica una ruptura con el sistema capitalista. **La socialización no se reducirá a una suma de cooperativas, porque queremos socializar toda la producción.**

Necesitamos objetivos intermedios. Prolongación de prácticas, de reivindicaciones, de construcción de autogestión y del control obrero que afectan a todos los aspectos de la organización social, de la vida cotidiana y del trabajo.

Hay un vínculo, un camino entre nuestras reivindicaciones, nuestras luchas, nuestras prácticas de hoy y la autogestión. La autogestión operaria está presente en las luchas, los movimientos en los que participamos y nuestros sindicatos.

**Nuestro proyecto se concreta desde hoy en la exigencia de una distribución diferente de la riqueza y el trabajo, en la reivindicación de una producción que responda a las necesidades de los trabajadores y de las poblaciones oprimidas y no de los capitalistas (lo que supone tener en cuenta los requisitos medioambientales, la conversión de ciertas actividades y la utilidad social de la producción).**

Generalizar ahora y en todos los lugares donde sea posible prácticas autogestionarias es abrir el camino hacia la transformación social.

*A partir de estos puntos, de nuestras conversaciones y nuestros intercambios, la red continuará con un trabajo de debates y de vinculación a las prácticas del concepto de autogestión obrera y social que nos es común y que queremos extender.*

Varias organizaciones de la Res sacan con regularidad panfletos, diarios, afiches, pegatinas haciendo recordar esa evidencia ocultada demasiado seguido por otras organizaciones sindicales, siempre combatida por la patronal y sus aliados/as, y a veces olvidada por nosotros/as mismos/as porque estamos demasiado absortos/as en dar respuestas inmediatas a los continuos ataques patronales : **¡ los capitalistas nos cuestan caro !**

---

**Reafirmarlo, es volver a colocar nuestra lucha sindical en su perspectiva histórica y acordarse de nuestras aspiraciones fundamentales.**

---

**El “coste del trabajo” es un argumento patronal falaz:  
lo que cuesta caro a la sociedad, es el capitalismo y los capitalistas.**

---

La campaña de la Red sindical internacional de solidaridad y de luchas se apoyará a la vez:

- sobre material “de agitación” hecho de forma regular bajo formas como **carteles pequeños** - que pueden ser utilizados tal cual o integrarlos en diarios o boletines sindicales - **carteles grandes y/o pegatinas**.
- materiales de fondo, a través de diferentes **panfletos, evocando los costos humanos, sociales, ambientales, etc., de los capitalistas.**

Esta campaña tiene que poder ser llevada a cabo tanto por nuestras organizaciones profesionales, en el **sector público** como en el sector privado, como por nuestras organizaciones **interprofesionales territoriales**.

Para darle una mejor visibilidad, trabajaremos un logo específico para que sea puesto en las diferentes publicaciones de la campaña, pero también en las de cada una de nuestras organizaciones entrando en ese campo.

**Se establece un grupo de trabajo de la Red, que haga unas primeras propuestas en septiembre del 2015, para la validación de una primer serie de materiales (logo, carteles pequeños, carteles, panfletos, pegatinas...).**

---

## **Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte**

### **Organisations syndicales nationales interprofessionnelles**

- ➔ Central Sindical e Popular Conlutas (**CSP-Conlutas**) - Brésil.
- ➔ Confederación General del Trabajo (**CGT**) - Etat espagnol.
- ➔ Union syndicale Solidaires (**Solidaires**) - France.
- ➔ Confédération Générale du Travail du Burkina (**CGT-B**) - Burkina.
- ➔ Confederation of Indonesia People's Movement (**KPRI**) - Indonésie.
- ➔ Confederación Intersindical (**Intersindical**) - Etat espagnol.
- ➔ Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (**SNAPAP**) - Algérie.
- ➔ Batay Ouvrière - Haïti.
- ➔ Unione Sindacale Italiana (**USI**) - Italie.
- ➔ Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière (**CNT SO**) - France.
- ➔ Sindicato de Comisiones de Base (**CO.BAS**) - Etat espagnol.
- ➔ Organisation Générale Indépendante des Travailleurs et Travailleuses d'Haïti (**OGTHI**) - Haïti.
- ➔ Sindacato Intercategoriale Cobas (**SI COBAS**) - Italie.
- ➔ Confédération Nationale du Travail (**CNT-f**) - France.

- Intersindical Alternativa de Catalunya (**IAC**) - Catalogne.
- Union Générale des Travailleurs Sahraouis (**UGTSARIO**) - Sahara occidental.
- Ezker Sindikalaren Konbergentzia (**ESK**) - Pays basque.
- Confédération Nationale de Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (**CNTS/FC**) - Sénégal.
- Independent Trade Unions for Egyptian Federation (**EFITU**) - Egypte.
- Sindacato Autorganizzato Lavoratori COBAS (**SIAL-COBAS**) - Italie.
- General Federation of Independent Unions (**GFIU**) – Palestine.
- Confederación de la Clase Trabajadora (**CCT**) – Paraguay.
- Red Solidaria de Trabajadores – Perou

#### **Organisations syndicales nationales professionnelles**

- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (**RMT/TUC**) - Grande-Bretagne.
- Centrale Nationale des Employés – Confédération Syndicale Chrétienne (**CNE/CSC**) - Belgique.
- Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (**SINALTRAINAL/CUT**) - Colombie.
- Fédération Générale des Postes, Telecom et Centres d'appel - Union Générale Tunisienne du Travail (**FGPTT/UGTT**) - Tunisie.
- Trade Union in Ethnodata - Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector - Grèce.
- Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (**SYNTRASEH**) - Bénin
- Sindicato dos Trabalhadores da Fiocruz (**ASFOC-SN**) – Brésil.
- Organizzazioni Sindicati Autonomi e di Base Ferrovie (**ORSA Ferrovie**) - Italie.
- Union Nationale des Normaliens d'Haïti (**UNNOH**) - Haïti.
- Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (**CUB SUR**) - Italie.
- Confederazione Unitaria di Base Immigrazione (**CUB Immigrazione**) - Italie.
- Coordinamento Autorganizzato Trasporti (**CAT**) - Italie.
- Confederazione Unitaria di Base Credito e Assicurazioni (**CUB SALLCA**) - Italie.
- Syndicat des travailleurs du rail - Union Nationale des Travailleurs du Mali (**SYTRAIL/UNTM**) – Mali.
- Gıda Sanayii İşçileri Sendikası - Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (**GIDA-İŞ/DISK**) - Turquie.
- Syndicat National des Travailleurs du Petit Train Bleu/SA (**SNTPTB**) - Sénégal.
- Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (**ANFACSS**) - Panama.
- Conseil des Lycées d'Algérie (**CLA**) – Algérie.
- Confederazione Unitaria di Base Trasporti (**CUB Trasporti**) - Italie.
- Syndicat de l'Enseignement Supérieur Solidaire (**SESS**) – Algérie.
- Palestinian Postal Service Workers Union (**PPSWU**) – Palestine.
- Union Syndicale Etudiante (**USE**) – Belgique.
- Sindicato dos Trabalhadores de Call Center (**STCC**) – Portugal.
- Sindicato Unitario de Trabajadores Petroleros (**Sinutapetrolgas**) – Venezuela.
- Alianza de Trabajadores de la Salud y Empleados Publicos – Mexique.
- Canadian Union of Postal Workers / Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (**CUPW-STTP**) – Canada.

#### **Organisations syndicales locales**

- Trades Union Congress, Liverpool (**TUC Liverpool**) - Angleterre.
- Sindacato Territoriale Autorganizzato, Brescia (**ORMA Brescia**) - Italie.
- Fédération syndicale SUD Service public, canton de Vaud (**SUD Vaud**) - Suisse
- Sindicato Unitario de Catalunya (**SU Metro**) - Catalogne.
- Türkiye DERİ-İŞ Sendikası, Tuzla et Izmir (**DERİ-İŞ Tuzla et Izmir**) - Turquie.
- L'autre syndicat, canton de Vaud (**L'autre syndicat**) - Suisse
- Centrale Générale des Services Publics FGTB, Ville de Bruxelles (**CGSP/FGTB Bruxelles**) - Belgique
- Arbeitskreis Internationalismus IG Metall, Berlin (**IG Metall Berlin**) – Allemagne
- Sindicato Unificado de Trabajadores de la Educación de Buenos Aires, Bahia Blanca -(**SUTEBA/CTA de los trabajadores Bahía Blanca**) – Argentine
- Sindicato del Petróleo y Gas Privado del Chubut/CGT – Argentine.
- UCU University and College Union, University of Liverpool (**UCU Liverpool**) - Angleterre.

#### **Organisations syndicales internationales**

- Industrial Workers of the World - International Solidarity Commission (**IWW**)

#### **Courants, tendances ou réseaux syndicaux**

- Transnationals Information Exchange Germany (**TIE Germany**) - Allemagne.
- Emancipation tendance intersyndicale (**Emancipation**) - France.
- Globalization Monitor (**Gmo**) - Hong Kong.
- Courant Syndicaliste Révolutionnaire (**CSR**) - France.
- No Austerity - Coordinamento delle lotte - Italie.
- Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (**SSTI**) - France.
- Basis Initiative Solidarität (**BASO**) - Allemagne.
- LabourNet Germany - Allemagne.
- Resistenza Operaia - operai Fiat-Irisbus - Italie.